

LE Courrier

DE L'UNESCO

juillet-septembre 2020



Les femmes prennent la parole

- Les femmes, **héroïnes de l'ombre**, entretien avec **Phumzile Mlambo-Ngcuka**
- Pour un **nouveau pacte social** en Amérique latine par **Karina Batthyány**
- La crise sanitaire, terreau de la **désinformation** par **Diomma Dramé**
- Les **musées**, arme de résilience massive par **Sally Tallant**
- Une occasion de réinventer **l'école** par **Poornima Luthra**

ISSN 2220-2269
02002
7722202260271



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Recevez chaque trimestre
un exemplaire papier
du dernier numéro

1 an (4 numéros) : 27 €
2 ans (8 numéros) : 54 €

La publication ne poursuivant aucun but lucratif,
ce prix couvre uniquement les coûts d'impression.



Abonnez-vous
à la version numérique



100%
GRATUIT

<http://fr.unesco.org/courier/subscribe>



Suivez les dernières
actualités du *Courrier*
@unesco Courier



Facebook



Twitter



Instagram



Découvrez et partagez

Participez à la réussite du *Courrier*
de l'UNESCO en encourageant sa diffusion
et son utilisation selon la politique
de libre accès de l'Organisation.

2020 • n° 2 • Publié depuis 1948

Le Courrier de l'UNESCO est un trimestriel publié par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Il promeut les idéaux de l'Organisation, en diffusant des échanges d'idées sur des thèmes de portée internationale en lien avec son mandat.

Le Courrier de l'UNESCO est publié grâce au soutien de la République populaire de Chine.

Directeur a.i. : Matthieu Guével

Rédactrice en chef a.i. : Agnès Bardon

Secrétaire de rédaction : Katerina Markelova

Rédactrice : Chen Xiaorong

Éditions :

Anglais : Shiraz Sidhva

Arabe : Fathi Ben Haj Yahia

Chinois : Sun Min et China Translation & Publishing House

Espagnol : William Navarrete

Français : Christine Herme, correctrice

Russe : Marina Yartseva

Rédaction numérique : Mila Ibrahimova

Iconographie : Danica Bijeljic

Coordination traductions et maquettes :
Marie-Thérèse Vidiani

Assistance administrative et éditoriale :
Carolina Rollán Ortega

Production et promotion :

Ian Denison, chef de l'unité des publications
Eric Frogé, assistant principal de production

Production numérique :

Denis Pitzalis, architecte Web/développeur

Chargée de communication :

Laetitia Kaci

Traduction :

Françoise Arnaud-Demir, Marina Colson,
Jean-Marc Delugeau et Yvon Prigent

Maquette : Jacqueline Gensollen-Bloch

Illustration de la couverture :

© Luba Lukova, États-Unis (www.lukova.net)

Impression : UNESCO

Stagiaires :

Lei Runzhou, Li Yihong (Chine)

Farah Hanafi (Maroc)

Linda Klaassen (Suède)

Coéditions :

Catalan : Jean-Michel Armengol

Coréen : Soon Mi Kim

Espéranto : Chen Ji

Portugais : Ivan Sousa Rocha

Renseignements et droits de reproduction :

courier@unesco.org

7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France

© UNESCO 2020

ISSN 2220-2269 • e-ISSN 2220-2277



Périodique publié en libre accès sous la licence Attribution-ShareAlike 3.0 IGO (CC-BY-SA 3.0 IGO) (<http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/igo/>). Les utilisateurs du contenu de la présente publication acceptent les termes d'utilisation de l'Archive ouverte de libre accès UNESCO (<https://fr.unesco.org/open-access/terms-use-ccbysa-fr>). La présente licence s'applique exclusivement aux textes. L'utilisation d'images devra faire l'objet d'une demande préalable d'autorisation.

Les désignations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les idées et les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs ; elles ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'UNESCO et n'engagent en aucune façon l'Organisation.

Sommaire

GRAND ANGLE

Un monde différent ? Les femmes prennent la parole 4

Ce que la crise sanitaire dit de nous 6

Ekaterina Schulmann

La pandémie, miroir de nos fragilités 9

Kalpana Sharma

Les musées, arme de résilience massive 12

Sally Tallant

Une occasion de réinventer l'école 15

Poornima Luthra

« Les femmes restent les héroïnes de l'ombre de cette crise » 18

Entretien avec Phumzile Mlambo-Ngcuka

Pour un nouveau pacte social en Amérique latine 21

Karina Batthyány

La crise sanitaire, terreau fertile de la désinformation 24

Diomma Dramé

Recherche : « Cette épidémie sera un détonateur » 27

Entretien avec Nathalie Strub-Wourgaft

Les populations autochtones à l'épreuve de la crise 29

Minnie Degawan

Nouvelles frontières 32

Ayelet Shachar

Écrire pour éclairer la nuit 34

Zhai Yongming

ZOOM 36

Carnets de voyages immobiles 37

Photos: Douze photographes du projet

Women Photograph The Journal

IDÉES 46

Ces microbes et virus qui font l'histoire 46

Ana María Carrillo Farga

NOTRE INVITÉ 48

Yuval Noah Harari : « Chaque crise est aussi une opportunité » 48

DÉCRYPTAGE 54

Une crise de l'éducation sans précédent 55

Éditorial

Moins inégalitaire ? Plus respectueux de la planète ? Dominé par les nouvelles technologies ? Le monde qui sortira de la crise sanitaire portera les stigmates de cette expérience collective inédite qu'a été le confinement quasi généralisé imposé pour endiguer la pandémie de Covid-19. Mais sera-t-il vraiment différent ? Et de quelle manière ? Beaucoup a été dit déjà. Les spécialistes se relaient dans les médias depuis des mois pour alimenter la réflexion. Ils ont en commun, dans leur grande majorité, d'être des hommes.

Qu'elles soient infirmières, aides-soignantes ou enseignantes, les femmes se sont trouvées en première ligne dans la lutte contre la pandémie. Frappées de plein fouet par la crise sociale, confrontées à des violences domestiques amplifiées par le confinement, elles ont pourtant été peu entendues. *Le Courrier de l'UNESCO* leur donne la parole. Politologues, journalistes, sociologues, chercheuses, écrivaines ou enseignantes dessinent les contours de l'après-pandémie, qu'il s'agisse de l'avenir des musées, des mutations de l'école, des dérives de l'information ou encore des enjeux de la recherche. Autant de sujets qui résonnent au cœur du mandat de l'UNESCO et pour lesquels l'Organisation s'est mobilisée pendant la crise, en fournissant des données sur la situation des écoles, en défendant une science ouverte, en diffusant des contenus contre la désinformation ou encore en soutenant les systèmes éducatifs et les industries culturelles.

Ce numéro trace un portrait en creux de notre époque, souligne les lignes de fracture que la crise sanitaire a mises à nu et montre l'ampleur des défis à relever. Il souligne aussi le potentiel de coopération scientifique, culturelle, éducative que cet événement inédit a révélé. Si les réflexions, le désir de changement et les mouvements d'entraide qui se sont manifestés ne restent pas sans lendemain, le monde pourrait réellement devenir plus solidaire, plus durable et plus égalitaire.

Agnès Bardon



GRAND ANGLE

Un monde différent?
Les femmes
prennent la parole



 *Francesca Palumbo, infirmière
à l'unité de soins intensifs
de l'hôpital San Salvatore à Pesaro
en Italie, photographiée en mars
après sa garde de 12 heures.*

© Alberto Giuliani (@alberto_giuliani)

Ce que la crise sanitaire dit de nous

Valeur supérieure accordée à la vie humaine, montée en puissance du pouvoir sanitaire, médicalisation de nos existences, extension de la puissance étatique : ces phénomènes ne sont pas nés de la crise provoquée par la pandémie mais ils ont été révélés par elle.

Ekaterina Schulmann

Professeure associée à l'École des sciences économiques et sociales de Moscou (MSEES), chercheuse associée au Programme Russie et Eurasie du Royal Institute of International Affairs (Chatham House, Londres).

S'il est trop tôt pour évoquer les conséquences de la pandémie, nous pouvons d'ores et déjà voir se dessiner des tendances qui ne sont pas nées de la crise, mais que cette dernière a rendues saillantes. Les sociétés, les systèmes de gouvernance, les entreprises et les citoyens ne peuvent réagir qu'avec les outils dont ils disposaient avant l'urgence. On a coutume de dire que les généraux ont toujours une guerre de retard. De ce point de vue, nous sommes tous, individuellement et collectivement, des généraux.

Ce que la crise sanitaire qui vient de frapper le monde révèle, c'est que les gouvernements ne peuvent plus aujourd'hui se permettre de laisser libre cours à une épidémie : s'ils veulent assurer leur survie politique, il leur faut montrer qu'ils mettent tout en œuvre pour préserver la vie humaine.

Autrefois, l'émergence et la propagation d'une maladie comme le Covid-19 auraient été vécues comme une fatalité. Au regard de nos exigences éthiques actuelles, ce n'est plus possible du fait de la valeur supérieure accordée à la vie humaine.

Primat de la vie humaine

Au xx^e siècle, les citoyens pouvaient admettre qu'on restreigne leur liberté, au nom de grands idéaux ou d'objectifs supérieurs : la victoire sur l'ennemi, la construction d'un ouvrage grandiose ou encore la promesse d'un âge d'or. Au xxi^e siècle, ce n'est pas la perspective d'un avenir radieux qui les conduit à accepter un recul de leur liberté, mais bien la volonté d'éviter un grand nombre de victimes. Aujourd'hui, les contraintes que nous subissons – et que beaucoup

ressentent comme le signe d'une violence étatique accrue – sont en fait le corollaire de notre besoin de sécurité.

La vie est devenue tellement précieuse qu'aucun gouvernement au monde ne peut se permettre des pertes humaines considérées comme évitables par la société. Il est à noter d'ailleurs que les États, qu'ils soient démocratiques ou autoritaires, ont pris des mesures assez similaires en termes de restrictions des libertés. Ils ont en revanche adopté des stratégies très différentes pour soutenir l'économie ébranlée par le choc de l'épidémie et du confinement. L'économie moderne repose sur les services et non sur l'exploitation de ressources. On peut penser dès lors qu'il est rationnel de préserver les personnes – producteurs et consommateurs de services –, même si cela peut sembler peu rentable d'un point de vue strictement économique à court terme.

La culture humaniste a révélé au cours de cette crise qu'elle était prête à céder sur la liberté au nom de la santé publique. L'augmentation de l'espérance de vie, les progrès de la médecine, le culte de la vie saine ou encore le rôle de valorisation narcissique des réseaux sociaux ont favorisé ce phénomène.

“ Les contraintes que nous subissons sont en fait le corollaire de notre besoin de sécurité ”

« Les circonstances extraordinaires justifient et légitiment, aux yeux des sociétés, la surveillance et le contrôle, y compris dans les démocraties. »

Bogorad



📌 « Cette tragédie commune a eu pour effet d'unir l'humanité autour d'une même cause. »

Médicalisation du quotidien

Cet impératif de « sécurité », notion à entendre à la fois comme « survie » et « préservation de la santé », s'est traduit par une médicalisation de notre quotidien, laquelle ne renvoie pas seulement à la diffusion d'expressions et de pratiques médicales dans nos vies. Demain, cette médicalisation pourrait bien s'étendre aux processus politiques et à la gouvernance, si la communauté internationale estimait par exemple que le combat contre les maladies nécessite le même niveau de coordination que la lutte contre le terrorisme.

Les connaissances médicales, et avec elles les représentations pseudoscientifiques qui prospèrent notamment en ligne, ont envahi le langage courant et fait irruption dans notre quotidien. Plus personne ne s'étonnera bientôt de la présence d'appareils de mesure de la température dans les lieux publics, de la même manière que nous nous

sommes habitués à nous soumettre aux détecteurs de métaux. On se souviendra bientôt à peine du temps où consulter un médecin relevait du libre arbitre de chacun. Demain peut-être, les personnes atteintes de fièvre pourront être assignées à résidence comme nous venons de l'être.

La médicalisation du quotidien se traduit aussi par un rôle accru, y compris dans le champ politique, des services sanitaires. Ce processus s'observe au niveau des États, mais aussi à l'échelle mondiale : l'importance politique de l'Organisation mondiale de la santé se mesure non seulement au nombre de pays qui appliquent ses recommandations épidémiologiques, mais aussi à l'apreté de la résistance politique que suscitent ces recommandations.

Dans un avenir proche, la reprise du commerce international, du transport aérien et des voyages nécessitera l'élaboration d'un ensemble commun de règles et de restrictions. L'organe

supranational chargé de formuler ces recommandations et d'en contrôler l'application deviendra, s'il voit le jour, un acteur important des relations internationales.

Expérience commune

Alors que le monde s'est brusquement refermé sur lui-même, il n'a jamais été aussi connecté. Cette tragédie commune a eu pour effet d'unir l'humanité autour d'une même cause. Une telle communion de destin ne s'est peut-être pas produite depuis la « course à l'atome », à cette différence près qu'aujourd'hui les citoyens sont beaucoup plus impliqués dans les événements.

C'est dans ces moments charnières que se forgent les alliances qui dessineront le monde de demain, comme cela a été le cas après les deux guerres mondiales qui ont secoué le xx^e siècle. Qui en sortira gagnant? ➤



Quels pourraient être les nouveaux membres d'un Conseil de sécurité antiviruses ? Il est trop tôt pour le dire.

Mais ce qui est sûr, c'est que les pays industrialisés devront assumer une responsabilité accrue pour pallier les carences des systèmes de santé des pays plus pauvres, faute de quoi les efforts consentis pour lutter contre une pandémie seront vains. Les effets bénéfiques de mesures drastiques comme le confinement seront en effet annulés si un nouveau foyer se déclare dans un pays incapable de contenir une épidémie.

Nous venons de connaître une « expérience commune », c'est-à-dire vécue et partagée au même moment par un très grand nombre, comme l'avait été il y a près de vingt ans l'effondrement des tours jumelles de New York.

Les attentats du 11 septembre ont marqué un tournant. Après cette date, des pouvoirs étendus ont été accordés aux services de sécurité et la surveillance des citoyens a été renforcée. Des pratiques telles que l'installation de caméras dans les lieux publics, l'utilisation de logiciels de reconnaissance faciale ou le recours à des systèmes d'écoute des conversations se sont généralisées suite à ces attentats. Notre quotidien, et notamment nos voyages en avion, avec leur cortège de contrôles que nous considérons désormais comme normaux, s'en est également trouvé changé.

Plus de surveillance, moins de liberté

Pendant cette crise, certains États ont profité de l'épidémie liée au coronavirus pour étendre légalement leurs pouvoirs en matière de surveillance et d'utilisation des données des citoyens. Nous voyons ainsi

“ C'est dans ces moments charnière que se forgent les alliances qui dessineront le monde de demain ”

comment des circonstances extraordinaires justifient et légitiment, aux yeux des sociétés, la surveillance et le contrôle. Cela vaut aussi pour les régimes démocratiques. L'épidémie risque d'éroder encore la protection de la vie privée. Dans les démocraties au moins, des contre-pouvoirs existent pour limiter cette intrusion dans nos données. Il n'en va pas de même dans les régimes autocratiques.

La menace est d'autant plus réelle qu'en temps d'épidémie, tout favorise la puissance de l'État. À commencer par la crise économique générée par la crise sanitaire, qui fait des entreprises et institutions publiques quasiment les seuls employeurs solvables. La crise renforce aussi l'État providence, qui agit comme un filet de sécurité transformant peut-être demain les travailleurs en bénéficiaires d'un revenu universel.

Travail invisible

Pendant que le monde était confiné, des millions de personnes ont pu se rendre compte que le télétravail, sous toutes les formes, est plus bénéfique pour l'employeur que pour l'employé. Grâce à cette nouvelle organisation du travail, les frais de chauffage, d'entretien, de loyer voire de matériel incombent à l'employé.

De plus, la frontière entre le temps de travail et le temps personnel, entre l'espace de travail et l'espace de vie, tend à s'effacer. Un tel phénomène porte atteinte aux droits chèrement acquis par les mouvements sociaux et syndicaux aux XIX^e et XX^e siècles. Il nous ramène – à un niveau technique certes nouveau – à une situation antérieure, lorsque les relations entre employés et employeurs étaient peu réglementées, que le travail s'effectuait souvent à domicile et était rémunéré à la pièce.

Pendant cette période inédite, les salariés se sont aussi trouvés obligés d'assurer des fonctions de service normalement remplies par d'autres, comme la garde d'enfants, les soins aux personnes âgées, la cuisine ou certaines tâches domestiques. La crise a mis en évidence ce travail de service invisible et non rétribué, désigné parfois comme un « second PIB », généralement assuré par les femmes. La crise sera peut-être l'occasion de débattre de la nécessité de rémunérer ces formes de travail invisible.

C'est toujours à la faveur de grandes catastrophes que le système des relations internationales s'est réorganisé. La Première Guerre mondiale a donné naissance à la Société des Nations, la Seconde à l'Organisation des Nations Unies. Sur la base d'une expérience commune, l'humanité s'est unie et a conçu pour elle-même de nouveaux instruments, de nouveaux mécanismes de gouvernance. De nouvelles instances pourraient naître de la crise actuelle.

Contrairement à d'autres tragédies passées qui opposaient les hommes entre eux, la pandémie nous confronte à un virus. Nous n'avons donc personne à haïr. Face à cette crise, nous n'avons finalement d'autre choix que de nous montrer solidaires.



« La crise a mis en évidence le travail de service invisible et non rétribué, généralement assuré par les femmes. »
Photo de la série « À domicile », prise en mars.



© Magali Lambert / Agence VU

La pandémie, miroir de nos fragilités

Inégalités sociales, violences de genre, mal-logement, systèmes de santé défaillants : la crise sanitaire a mis à nu les fractures qui divisent nos sociétés. Pour changer de monde, il faudra relever des défis auxquels nous n'avons pas su faire face jusqu'ici.

Kalpana Sharma

Journaliste indépendante, chroniqueuse et écrivaine basée à Mumbai. *The Silence and the Storm : Narratives of violence against women in India* est son dernier ouvrage.

Si en scrutant l'horizon on arrive à distinguer à l'œil nu un minuscule bateau de pêche, on se rend compte que quelque chose a changé. L'habituel nuage brun suffocant a disparu. L'air est pur et le ciel est d'un bleu dont on avait oublié l'existence.

Le monde a changé en 2020. Un nouveau virus a littéralement fait suffoquer la planète. Chaque jour, l'incertitude grandit, les contaminations se multiplient et les inquiétudes pour l'emploi et l'économie augmentent face à une maladie contre laquelle il n'existe pas (encore) de traitement.

Rien ne pouvait nous préparer à cet inattendu. Mais s'il y a une leçon à tirer, c'est que les pays ayant investi pour que leurs citoyens puissent bénéficier de soins de santé abordables et accessibles sont aujourd'hui les mieux armés pour faire face à cette crise sanitaire.

La nature contagieuse, mortelle et rapide de ce nouveau virus permettait d'espérer que les nations et les populations feraient front commun pour le combattre. Il a au contraire mis à nu les fractures qui divisent nos sociétés.

“ Le monde a changé en 2020 ”



L'annonce du confinement en Inde s'est traduite par un exode massif de travailleurs migrants. New Delhi, mars.

Lignes de fracture

Alors que le virus ne choisit pas ses victimes, nos sociétés reproduisent les vieilles discriminations à l'encontre de « l'autre », qu'il s'agisse d'un individu d'une autre religion ou d'une autre race. Loin d'effacer la haine et les préjugés, l'épidémie a malheureusement tendance à les exacerber.

L'autre fracture est celle de l'inégalité. La crise actuelle permet d'observer plus que jamais ce que l'économiste français Thomas Piketty appelle « la violence des inégalités ». Les personnes en bas de l'échelle, privées de toute protection sociale, se débattent pour rester à flot face à cette pandémie mondiale.

En Inde, cette « violence des inégalités » a pris ces derniers mois une forme tragique, suite au confinement de l'ensemble de la

population, soit 1,3 milliard de personnes, pour endiguer la propagation du Covid-19. Des milliers d'hommes et de femmes, abandonnés à leur sort dans les villes où ils avaient migré en quête de travail, ont perdu leur emploi quand l'économie s'est arrêtée. Privés de revenus et dépourvus de filet de sécurité, ils n'ont eu d'autre choix que de regagner à pied leur village situé à des centaines de kilomètres.

Cette marche forcée dans la chaleur, avec peu de nourriture et d'eau, a été fatale à un grand nombre d'entre eux. Les images de cet exode de migrants ruraux montrent combien, dans une situation d'urgence sanitaire de ce genre, des modèles injustes de développement économique exacerbent leur souffrance.



La troisième fracture, qui divise chaque société, mais qui est particulièrement frappante en temps de crise, est celle du genre. De nombreuses femmes sont confinées avec leur agresseur, une situation qui leur offre peu de voies de fuite. Mais ce phénomène ne reçoit pas l'attention qu'il mérite. Serait-ce parce que cette violation des droits de millions de femmes à travers le monde a lieu aussi en temps « normal » ?

Pauvreté urbaine

Dans bon nombre de pays, le virus a touché plus durement les villes. Les logements surpeuplés et souvent insalubres ont été propices à la propagation de la maladie. La mauvaise qualité de l'infrastructure de santé publique fait que les individus qui vivent dans de telles conditions ont peu de chances de survivre à la pandémie, en particulier dans les pays les plus pauvres.

Ces hommes et ces femmes, qui sont employés dans le tertiaire, la construction,

“ Rien ne laisse augurer que nous ne recommencerons pas à vivre au-dessus de nos ressources ”

les petites industries, comme aides ménagères ou aides à domicile et dans bien d'autres secteurs, constituent les piliers de nos villes. La plupart d'entre eux sont mal payés et vivent dans des zones urbaines pauvres et densément peuplées, où il n'y a pas l'eau courante et où les installations sanitaires sont déficientes.

Il est impossible d'y contrôler la propagation du virus, le manque d'espace rendant la distanciation physique

illusoire. L'absence d'eau courante y rend impossibles les mesures d'hygiène comme le lavage fréquent des mains et la désinfection des surfaces.

Les logements sociaux ont rarement été une priorité dans nos villes. Nous en voyons les conséquences aujourd'hui en constatant le nombre accablant de nouveaux cas qui sont enregistrés dans certains des quartiers les plus pauvres des villes, que ce soit à Mumbai ou à New York.

 *Un homme qui n'a pas pu retourner dans son village observe le jeûne du Ramadan à côté de son échoppe fermée du Vieux Delhi.*





© Anindito Mukherjee

[📍 Connaught Place – l'un des centres financiers et commerciaux de New Delhi – désert au premier jour du confinement.](#)

Une bonne nouvelle en trompe-l'œil

C'est vrai, le Global Energy Review 2020, principal rapport de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) publié en avril, prévoit une baisse record des émissions de carbone de près de 8 % cette année. C'est une bonne nouvelle. Sauf qu'il s'agit de la conséquence heureuse d'une crise malheureuse, et non du résultat de mesures de lutte contre les dangers bien réels du changement climatique.

Le Covid-19 a changé nos vies, mais il n'a rien changé. Rien ne laisse augurer que, une fois cette crise passée, nous ne recommencerons pas à vivre au-dessus de nos ressources. Peu d'éléments indiquent qu'il existe des plans concrets visant à réorganiser de manière permanente nos villes, par exemple pour que les pauvres puissent vivre dans la dignité, ou privilégiant les transports publics écologiques.

De nombreux défis nous attendent, à commencer par la refonte en profondeur

de nos systèmes de santé. Les pays, les États fédéraux et les provinces qui ont affiché les meilleurs résultats face à cette crise sont ceux qui avaient investi dans un système de santé publique de qualité.

Le second défi exige de remédier aux inégalités enracinées dans nos sociétés, car les meilleurs systèmes sont voués à l'échec dans une société inégalitaire. Il s'agit évidemment d'un projet à long terme qui ne peut être mis sur pied du jour au lendemain. Mais que l'économie d'un pays soit solide ou fragile, si l'inégalité systémique y règne, les crises auront raison des faibles et des vulnérables.

Comme disait le Mahatma Gandhi : « Il y a assez de tout dans le monde pour satisfaire aux besoins de l'homme, mais pas assez pour assouvir son avidité. » Or, c'est l'avidité qui a alimenté nos économies lorsque les frontières ont perdu de leur efficacité face aux appétits consuméristes mondiaux. C'est également elle qui menace l'avenir de la planète en dévorant les ressources naturelles sans jamais les remplacer.

Le Covid-19 nous a obligés à ralentir. Mais une fois que nous aurons surmonté cette crise, assisterons-nous à l'émergence d'un nouvel ordre mondial ? Prendrons-nous conscience de la précarité de l'existence de millions d'entre nous ? Entendrons-nous la voix des femmes et des populations les plus vulnérables une fois que les bruits de l'activité humaine auront repris ?

Il n'existe pas de réponse simple à ces questions. Mais il est temps de se les poser. Il est temps pour nous de comprendre que la disparition du ciel bleu n'est pas une fatalité.

Les musées, arme de résilience massive

Faire face aux nouvelles contraintes liées à l'accueil du public tout en redéfinissant nos liens à l'art et à la culture : comme bien d'autres institutions dans le monde, le Queens Museum de New York cherche à se réinventer et réfléchit à un modèle de musée inclusif qui place les artistes, les éducateurs et les habitants au cœur de ses activités.

Sally Tallant

Présidente et directrice du Queens Museum de New York (États-Unis).

Partout dans le monde, des musées ont été fermés en raison de l'impact du Covid-19. Ces institutions ont donc dû s'adapter rapidement pour fonctionner à distance et rester pertinentes et visibles pendant que leurs bâtiments étaient inaccessibles. Le rôle de la culture et des musées dans notre société connaît une évolution rapide. Les contenus numériques se sont révélés essentiels pour fidéliser le public confiné à son domicile. Les difficultés d'adaptation à la réduction du nombre de visiteurs,

à la distanciation sociale au sein des musées, et la garantie de la sécurité du personnel et du public risquent de modifier en profondeur l'expérience de la culture. Des décisions s'imposent à tous les niveaux en ces temps imprévisibles.

À l'échelle mondiale, les responsables culturels collaborent actuellement en partageant informations et connaissances, et il existe un véritable sentiment de communauté, de soutien et de collaboration malgré les difficultés

auxquelles chacun d'entre nous est confronté. Des réunions régulières ont lieu à New York, qu'il s'agisse de petits groupes ou de rassemblements beaucoup plus importants. Plus de 200 personnes issues d'organisations culturelles se réunissent quotidiennement pour échanger des informations et faire pression ensemble. Nous trouvons des moyens innovants pour empêcher nos institutions de sombrer et mobiliser nos communautés aux niveaux local et mondial.

📍 *Détail de « Maintenance Art », installation de Mierle Laderman Ukeles au Queens Museum (2017) dans laquelle l'artiste met en lumière les travailleurs essentiels du milieu urbain.*



➡ Le peintre Ilya Bolotowsky (à gauche) et son assistant travaillent à une peinture murale pour le hall des sciences médicales de l'Exposition universelle de 1939, New York.

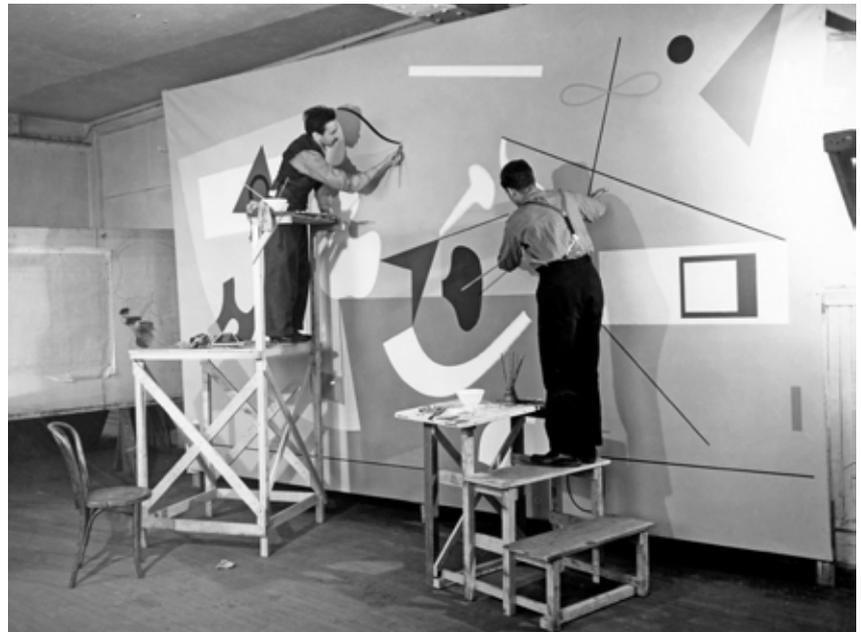
Changement de modèle

Tant qu'un retour à la normale n'aura pas lieu, les musées disposant de dotations importantes et de collections dans lesquelles puiser seront favorisés par rapport aux petits musées, lesquels dépendent des contributions de soutiens qui eux-mêmes subiront probablement de lourdes pertes. Tous les musées vont passer leurs sources de revenus au crible. Les grands musées qui dépendent du tourisme et des droits d'entrée devront changer leur modèle. Les petits musées seront avantagés ; nous sommes agiles, habitués à travailler avec de petits budgets et plus à l'écoute des besoins de la population locale et des communautés.

Alors que nous affrontons les défis d'un monde radicalement modifié par l'impact du Covid-19, nous pensons à l'avenir. Le Queens, arrondissement dont la diversité est la plus importante de la ville, a été l'épicentre de la pandémie à New York. C'est là que se trouve le musée. Ses quartiers figurent parmi les plus vulnérables. On y trouve beaucoup de nos travailleurs essentiels – ils conduisent des taxis, approvisionnent les supermarchés, cuisinent et livrent de la nourriture : c'est l'économie des petits boulots. Bien souvent, ces petits boulots n'offrent ni couverture maladie, ni avantages ou protection de l'emploi. Les immigrés sans papiers, nombreux, ne peuvent se permettre de rester chez eux sans travailler.

La faillite politique a été totale en matière de ressources et de soins de santé équitables, ce qui a produit une société dépourvue d'empathie, d'assistance et de respect des personnes et de la diversité. Les communautés ouvrières de nos quartiers souffrent de manière disproportionnée.

Nous vivons désormais dans une précarité palpable. Nous sommes confrontés à de nombreuses questions : Comment faire revenir le public au musée ? Quelles mesures adopter pour rendre nos espaces sûrs – pour



Public domain

notre personnel et pour le public ? Avec mes collègues du Queens, nous travaillons avec la communauté pour comprendre ce qui est pertinent et nécessaire. Nous devons nous relever, nous reconnecter et nous guérir ; nous devons apprendre ensemble à créer des espaces productifs et joyeux tout en répondant aux besoins des communautés.

Réveiller les collections

L'histoire du Queens Museum ainsi que son emplacement peuvent nous aider à inventer un modèle de musée pertinent pour l'avenir, et créer des dispositifs de soutien aux artistes, aux éducateurs et à nos communautés. Notre collection de plus de 13 000 objets permet de présenter des récits qui nous aideront à éclairer l'avenir en utilisant les fragments du passé. Nous inviterons artistes, conservateurs et public à bousculer et réveiller les collections du musée pour en faire des expositions et des présentations.

Fondé en 1972, le musée est situé dans le New York City Building, qui fut construit pour abriter le pavillon de la ville de New York lors de l'Exposition universelle de 1939-1940. Organisée pendant la Grande Dépression (1929-1939), cette Exposition a

été conçue comme un projet éducatif. Son thème, « Le monde de demain », exprimait cet optimisme et cet espoir en l'avenir. De 1946 à 1950, le bâtiment a abrité l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, nouvellement formée, jusqu'à ce que le site de l'actuel siège de l'ONU, à Manhattan, soit disponible.

De nombreuses décisions importantes y ont été prises, et l'UNICEF y a été institué. Pour honorer cette histoire, nous concevons un musée des enfants qui s'inspire de l'histoire des loisirs et des jeux dans le parc environnant et dans le bâtiment, lequel autrefois abritait également une patinoire.

Les stratégies du passé – consistant à faire appel à des artistes pour travailler avec les communautés et au sein des organisations – peuvent nous permettre d'affirmer à nouveau combien la culture et les arts sont essentiels à la société et à son relèvement. Nous aurons besoin de nouveaux modèles financiers et de nouvelles mesures fiscales pour y contribuer.

Écrivains, architectes et designers appelés à contribuer

À l'occasion de l'Exposition universelle de 1939, de nombreux projets ont été réalisés dans le cadre des programmes d'aide au travail du New Deal du président Franklin D. Roosevelt, qui ont permis de créer des emplois, au lendemain de la Grande Dépression, notamment dans le domaine de la production artistique. Les artistes recevaient des commandes pour les bâtiments gouvernementaux, les centres communautaires et les institutions, grâce

“ Nous devons nous relever, nous reconnecter et nous guérir ”





à divers programmes assurant la création d'emplois pour des milliers d'artistes au fil des ans. Ces initiatives et ces récits continuent d'inspirer des générations d'artistes et de responsables aux États-Unis.

Nous sommes aujourd'hui confrontés à la perspective d'un chômage de masse et d'une récession économique, à une crise des réfugiés grandissante, ainsi qu'à une crise sanitaire mondiale. Nous devons comprendre comment vivre et travailler dans un monde en constante évolution et comment faire face ensemble au deuil collectif – deuil d'êtres chers, disparition de l'habitat due à la crise climatique et deuil d'un mode de vie.

Qu'avons-nous appris, que signifie de réinventer un musée et de quels outils avons-nous besoin pour créer des organisations pertinentes et utiles ? Au Queens Museum, nous embrasserons l'incertitude de ce moment et nous espérons que les artistes, les écrivains, les designers, les poètes et les architectes pourront nous aider à nous transformer. Nous travaillons à l'élaboration d'un modèle de musée qui place les artistes, les éducateurs et les organisateurs au centre de ses activités. Nous travaillerons en concertation avec les partenaires culturels, éducatifs et communautaires locaux, et créerons les conditions pour soutenir la production des œuvres, les idées et la collaboration. Nous ferons appel à des artistes de nos communautés et fournirons ateliers, soutien, ressources, assistance technique et accompagnateurs

pour créer un dialogue intergénérationnel et international. Nous allons réinventer la façon dont le musée peut fonctionner et nous concentrer sur la production locale et dans nos quartiers.

L'éducation est au cœur de notre travail et nous continuerons à concevoir des contenus numériques diffusés depuis le musée, tout en organisant et en créant des moments de rencontre et de convivialité dont nous avons grand besoin. Notre champ d'action sera à la fois hyper-local et international.

Relier par l'art

Le Queens est multiculturel dans sa tradition, et on y parle plus de 160 langues. Cette diversité sera représentée dans l'art qui y voit le jour et dans l'éducation et les pratiques sociales qui y ont lieu. En même temps, la diffusion de ce qui est produit et la description des événements de l'arrondissement seront communiquées numériquement à un public mondial – à la fois dans des lieux qui reflètent les origines des communautés du Queens,

et en dialogue avec d'autres quartiers et villes culturellement divers dans le monde.

« Ce qui seul rend la vie possible, c'est cette incertitude permanente, intolérable : ne pas savoir ce qui vous attend », écrivait en 1969 l'Américaine Ursula K. Le Guin dans son roman de science-fiction, *La Main gauche de la nuit*.

Vivons-nous dans l'avenir dystopique que nous redoutions et qui a été décrit avec tant d'éloquence par Le Guin ? J'espère que nous pourrions retrouver nos communautés. J'espère que nous pourrions nous rétablir, réinventer nos espaces culturels et, une fois de plus, créer du lien par l'art et la culture. J'espère que cette expérience nous aura appris à transcender les distances en trouvant de nouvelles façons de communiquer, de collaborer et de construire la proximité et la communauté.

Je sais que les musées et la culture ont un rôle important à jouer dans la convalescence et la reconstruction dont nous aurons tous besoin dans les mois et les années à venir, et j'ai hâte de retrouver nos communautés – dans le Queens et ailleurs.

“Créer un modèle de musée pertinent pour l'avenir”

Les industries créatives touchées de plein fouet par la crise

Le secteur culturel et créatif a été l'un des secteurs les plus durement touchés par la crise sanitaire du Covid-19. Les musées ont été particulièrement affectés par la pandémie puisque près de 90 % d'entre eux, soit plus de 85 000 établissements, ont dû fermer leurs portes (Source : UNESCO, mai 2020).

Privés de leur public, ils font face à une diminution de leurs revenus. Les professions liées aux musées, à leur fonctionnement ainsi qu'à leur rayonnement, pourraient être alors sérieusement affectées. Une enquête menée par le Conseil international des musées (ICOM), mi-mai à l'occasion de la Journée mondiale des musées, estime que près de 13 % des musées dans le monde pourraient même ne jamais rouvrir.

Cette crise a également révélé d'importantes disparités culturelles et numériques. La fracture numérique, déjà importante entre les pays et les régions, a été exacerbée par la crise. En Afrique et dans les petits États insulaires, qui comptent seulement 1,5 % du nombre total des musées dans le monde, seuls 5 % des musées ont été en mesure de proposer un contenu alternatif en ligne pendant la période de confinement (Source : UNESCO, mai 2020).

Afin de répondre à cette crise culturelle et sociale, l'UNESCO a lancé, en avril dernier, le mouvement ResiliArt pour mettre

en lumière l'impact considérable des mesures de confinement sur le secteur de la culture. Il vise à mobiliser des professionnels de l'industrie culturelle et d'autres acteurs pour accroître la résilience et la pérennité des industries créatives et des institutions culturelles.

Dans le cadre de ce mouvement, les États ont placé parmi leurs priorités l'adoption de mesures et de politiques de soutien et de promotion de la diversité des expressions culturelles telles que le renforcement des capacités, la protection sociale du personnel des musées, la numérisation et l'inventaire des collections, ou encore le développement de contenus en ligne.

Cette mobilisation internationale a permis d'engager un dialogue pour éclairer les pays dans l'élaboration de politiques et de mécanismes financiers pouvant aider les individus et les communautés créatives à surmonter cette crise. Les discussions ont mis en lumière les moyens dont disposent les secteurs public et privé pour préserver les écosystèmes culturels et explorer les voies du rétablissement.

Fin mai, plus de 50 débats ResiliArt avaient déjà été organisés dans plus de 30 pays, avec la participation d'artistes et de professionnels de la culture de toutes les régions du monde.

Une occasion de réinventer l'école

Avec la crise sanitaire, ce sont près d'1,5 milliard d'apprenants, soit 90 % de la population scolaire mondiale, qui ont été déscolarisés (source : UNESCO). Du jour au lendemain, les établissements ont dû se convertir à l'apprentissage à distance, obligeant l'école à imaginer d'autres méthodes d'enseignement.

Poornima Luthra

Éducatrice à l'École de commerce de Copenhague, fondatrice et consultante principale chez TalentED, une société de formation et de conseil basée à Copenhague (Danemark).

Avec plus du tiers de la population mondiale confinée pour cause de Covid-19, la crise sanitaire a provoqué des perturbations sans précédent dans l'éducation. De la maternelle à l'université, les écoles du monde entier ont été contraintes de fermer, obligeant les éducateurs à trouver des méthodes d'enseignement alternatives. Cette situation risque de laisser une empreinte durable.

« Nous ressentirons les effets du Covid-19 sur les élèves au niveau mondial au moins jusqu'à ce qu'un vaccin soit accessible à tous », alerte Amy Valentine, directrice exécutive de Future of School, une organisation caritative publique américaine, qui soutient les modèles scolaires innovants. « La façon dont les systèmes et les districts scolaires ont réagi à la crise aura des répercussions sur les élèves au moment

où ils passeront dans la classe supérieure, préparés ou non. »

On s'inquiète en particulier de son impact sur la santé mentale d'élèves coupés de leurs échanges et habitudes scolaires. Même les générations Z (nées entre 1996 et 2015) et alpha (nées après 2015), saturées de technologies, ont un besoin vital d'interactions sociales et d'expériences physiques loin de leurs appareils. C'est sans doute le plus grand défi que les éducateurs ont eu à relever sur les plateformes en ligne. « Les contacts humains sont importants dans l'éducation, surtout chez les adolescents », souligne à Singapour un enseignant du secondaire. « Les élèves préfèrent généralement aller à l'école, pour se sentir membres d'une communauté qui structure leur apprentissage. »

Compte tenu des exigences de distanciation physique, il faudra du temps avant que les interactions sociales retrouvent leur niveau d'avant le Covid-19. L'impact sur les générations actuelles d'élèves et d'étudiants pourrait se faire sentir des

années durant. « Lorsque la vie scolaire aura retrouvé son cours normal, les éducateurs auront une tâche difficile à accomplir : rattraper les retards, combler les lacunes, apporter un soutien social et émotionnel renforcé aux élèves dans le besoin », énonce Sarita Somaya, enseignante de primaire dans une école internationale de Singapour.

De plus, de nombreux enfants à travers le monde trouvent à l'école le seul repas copieux de la journée. La fermeture des établissements les a contraints à chercher d'autres options, souvent en pure perte. Selon Gayathri Tirthapura, cofondatrice et administratrice du Tejasvita Trust (une organisation basée à Bangalore, qui fournit une éducation aux communautés défavorisées du sud de l'Inde), « les familles ont du mal à financer trois repas par jour, et dépendent des donateurs privés et des programmes d'aide annoncés par le gouvernement ».

Des diplômes décernés à des robots

L'un des enseignements de la crise, c'est que malgré un contexte très difficile, les établissements du monde entier ont su trouver des moyens créatifs et innovants de relever les défis posés par le Covid-19 – de la remise des diplômes universitaires à des robots remplaçant les étudiants au Japon à l'utilisation de chapeaux de distanciation sociale en Chine. Les éducateurs ont aussi dû faire preuve de créativité pour concevoir des contenus qui leur permettent de faire



© UNICEF / Frank Dejongh

🕒 Nelly, 7 ans, étudie sur sa tablette à la maison (Abidjan, Côte d'Ivoire). La télévision nationale de son pays a aussi diffusé des cours produits par l'UNICEF et le ministère de l'Éducation.



cours de manière attrayante sur toutes les plateformes numériques disponibles.

Pour suppléer l'absence d'interaction sociale, certaines écoles ont imaginé des activités thématiques pour faire participer les élèves, comme des pique-niques virtuels avec leurs classes. Dans les zones rurales, il a fallu inventer différents procédés pour s'assurer la participation des élèves, le plus souvent au moyen de messages texte sur les mobiles des parents ou d'appels téléphoniques. Là où les enfants n'ont même pas accès à un crayon à la maison – sans parler d'un ordinateur –, il leur a fallu trouver de nouvelles façons d'enseigner.

Dans des pays comme les États-Unis, la Nouvelle-Zélande ou le Royaume-Uni, des efforts ont été déployés pour que les enfants défavorisés disposent d'ordinateurs portables, de tablettes informatiques ou de points d'accès mobiles. En Inde, l'équipe de Gurushala, un portail d'apprentissage qui propose une formation numérique aux enseignants et du contenu aux élèves, explique que « l'accès à l'éducation n'a jamais été simple pour les enfants indiens



© UNICEF / Ali Haj Suleiman

i Maria, 9 ans, suit un cours transmis via Whatsapp sur le smartphone de son père dans le camp pour déplacés internes de Kili, au nord d'Idlib (République arabe syrienne).

des groupes défavorisés. La pénétration de la téléphonie mobile et de l'Internet augmentant de jour en jour, la technologie s'est retrouvée au premier plan ».

La fin du travail en groupe ?

Mais quelles seront les conséquences de la crise sanitaire sur l'éducation dans le long terme ? « Les classes primaires ont pris un aspect clinique – interdiction de partager, d'utiliser des ressources communes ou de travailler à plusieurs en se passionnant pour une expérience scientifique. Est-ce la fin du travail en groupe et des ateliers tournants ? Allons-nous retrouver des salles de classe avec le prof au tableau et les élèves assis toute la journée en face de lui ? » s'interroge Taryn Hansen, institutrice à Perth, dans l'État d'Australie-Occidentale, où les écoles ont rouvert fin avril.

“ Il est possible que le Covid-19 bouscule les choses dans le bon sens ”

Une Coalition mondiale pour assurer la continuité pédagogique

La situation est inédite : du jour au lendemain, pour contenir la pandémie, les écoles de plus de 190 pays dans le monde ont fermé leurs portes. À la mi-avril, 1,57 milliard d'enfants et de jeunes, soit 90 % des effectifs scolaires mondiaux, étaient déscolarisés. Cette crise de l'éducation a affecté de manière disproportionnée les élèves vulnérables et défavorisés, pour lesquels l'école joue aussi un rôle clé en matière de nutrition, de santé, voire de soutien affectif.

C'est pour assurer la continuité pédagogique pendant la crise sanitaire que l'UNESCO a lancé, le 26 mars, la Coalition mondiale pour l'éducation. Son objectif : mettre en commun les ressources d'un grand nombre d'acteurs privés et publics afin d'aider les pays à développer des solutions d'enseignement à distance équitables, assurer des réponses coordonnées et faciliter le retour des élèves à l'école lors de la réouverture des établissements.

Une centaine d'institutions des Nations Unies, d'organisations internationales, d'entreprises du secteur privé – parmi lesquelles Microsoft, Google, Weidong ou KPMG –, des représentants de la société civile et des médias ont pris part à cette initiative.

Des opérateurs de téléphonie mobile, comme Orange ou Vodafone, se sont également joints à la Coalition. Ils ont consenti d'importants efforts pour accroître la connectivité et fournir un accès gratuit aux contenus éducatifs en ligne.

Car si la proportion de jeunes n'ayant pas accès à Internet à la maison est inférieure à 15 % en Europe occidentale et en Amérique du Nord, elle atteint 80 % en Afrique subsaharienne. Bien que les téléphones mobiles permettent aujourd'hui aux apprenants d'accéder à l'information, de se connecter à la fois avec leurs enseignants et entre eux, environ 56 millions d'élèves vivent dans des lieux non desservis par les réseaux mobiles, dont près de la moitié en Afrique subsaharienne.

En tant que membre de la Coalition, l'UNESCO a notamment assuré le suivi au niveau mondial des fermetures nationales ou localisées des établissements scolaires et du nombre d'élèves concernés. Elle a également mis en place des webinaires hebdomadaires à destination des responsables des ministères de l'Éducation sur la réponse éducative à la pandémie de Covid-19.

Pour Sankalp Chaturvedi, professeur associé à l'Imperial College Business School de Londres, « l'enseignement supérieur dans des salles de classe se poursuivra. Mais les gens auront pris l'habitude d'alterner avec la formation en ligne, ce qui n'était pas aussi évident avant le confinement ».

« Il est possible que l'épisode Covid-19 bouscule les choses dans le bon sens », prédit Sandy Mackenzie, directeur de l'École internationale de Copenhague. Cela pourrait amener « les écoles à se débarrasser de ce qui est obsolète, à utiliser efficacement la technologie et à donner aux éducateurs les compétences dont les nouvelles générations auront besoin pour les décennies à venir ».

Une réduction des inégalités dans l'éducation

Le recours au numérique suppose un accès généralisé à cette technologie. Or la pandémie a fait ressortir les inégalités en termes de qualité et d'accès à l'éducation au niveau mondial, ainsi que l'ampleur de la fracture numérique, y compris dans les pays développés. Comme 60 % seulement de la population mondiale disposait d'Internet avant la pandémie, les gouvernements, les éditeurs, les fournisseurs de technologie et les opérateurs de réseau ont dû s'unir pour permettre aux éducateurs de fournir un enseignement en ligne au plus grand nombre possible d'élèves.

L'un de ces programmes est le Passeport pour l'apprentissage, une plateforme numérique d'apprentissage à distance développée à l'origine pour les enfants déplacés et réfugiés par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) en collaboration avec Microsoft. Le projet, promis au lancement pilote en 2020 et dont les enfants du Kosovo, du Timor-Leste et d'Ukraine ont été les premiers à faire l'expérience, s'est rapidement étendu aux écoles du monde entier frappées de fermeture. Désormais, tous les pays disposant d'un programme scolaire pouvant être enseigné en ligne pourront accéder à son contenu grâce à des manuels et des vidéos en ligne, assortis d'un soutien supplémentaire pour les parents d'enfants souffrant de troubles de l'apprentissage.

Pour que l'Objectif 4 des Nations Unies en matière de développement durable (ODD) puisse être atteint dans les dix années qui viennent, on espère voir davantage d'établissements publics et privés collaborer pour rendre les systèmes éducatifs plus résistants, plus inclusifs et plus équitables pour tous.

“ Même les générations saturées de technologies ont un besoin vital d'interactions sociales ”



© UNICEF / Yuyuan Ma

📍 Xiaoyu, une lycéenne à Beijing, suit un cours en ligne sur une plateforme éducative mise en place par le gouvernement. Sa mère, en arrière-plan, travaille aussi à distance.

Repenser le rôle de l'éducateur

Le développement de l'apprentissage à distance a obligé les enseignants à réfléchir de manière créative aux contenus et aux meilleures façons d'enseigner en ligne, à repenser le rôle de l'éducateur, tout en ajoutant de la valeur à ce qui est enseigné.

Cette expérience nous a également montré qu'il existe un potentiel de flexibilité dans la manière dont l'éducation est dispensée – en créant des alternatives aux structures et aux formats éducatifs classiques. Les éducateurs et les parents ont constaté que certains de leurs élèves ou enfants s'en accommodaient très bien. On pourrait imaginer des versions plus sophistiquées, ou des options mixtes pour les élèves qui préfèrent ce mode de formation.

Si la crise a rebattu les cartes du numérique, elle a également souligné la nécessité de repenser l'enseignement des générations futures. Cette réflexion est nourrie par les récentes recherches

du Forum économique mondial (et d'autres organisations) sur les compétences nécessaires aux travailleurs de demain.

Il leur faudra des compétences cognitives plus poussées comme l'esprit d'entreprise, la créativité et l'innovation, mais aussi des compétences en intelligence sociale et émotionnelle, telles que la résilience, l'adaptabilité et l'esprit de croissance.

Pour relever à l'avenir certains défis mondiaux parmi les plus urgents, l'éducation devra se concentrer sur le développement de ces compétences.

La pandémie marque un tournant dans l'histoire de l'humanité. C'est le moment de repenser en profondeur l'éducation pour les générations futures dans un monde post-Covid. Cela requiert un effort collectif de toutes les parties prenantes pour réfléchir sérieusement et consciencieusement à ces questions afin de prendre les mesures nécessaires pour y répondre.

« Les femmes restent les héroïnes de l'ombre de cette crise »

La crise sanitaire et le confinement quasi généralisé auquel elle a conduit se sont traduits par une recrudescence des violences à l'égard des femmes. Phumzile Mlambo-Ngcuka, directrice exécutive d'ONU Femmes, met en garde contre un possible recul du droit des femmes.

Propos recueillis par Laetitia Kaci

UNESCO

● **En mars dernier, vous avez dénoncé le creusement des inégalités entre les hommes et les femmes. Pourquoi cette épidémie est-elle particulièrement préjudiciable aux femmes ?**

D'une manière générale, les hommes et les femmes ne sont pas égaux face aux crises. Celle-ci ne fait pas exception. Très souvent, les crises viennent en fait accentuer les inégalités existantes.

Les femmes ont été durement touchées. Beaucoup d'entre elles travaillent en première ligne et ont été directement exposées au virus. Elles ont également été frappées de plein fouet par les conséquences sociales de l'épidémie. L'interruption de l'activité a aggravé la précarité économique des femmes, qui occupent en général des emplois plus précaires et moins bien rémunérés que les hommes. Certaines se sont trouvées privées d'emploi.



743 millions
de **filles déscolarisées**
pendant la pandémie

(UNESCO, avril 2020)

Les fermetures d'écoles augmentent le taux d'abandons qui concernent de manière disproportionnée les adolescentes, renforçant les disparités de genre dans le domaine de l'éducation.

Par ailleurs, de nombreuses femmes ont recours aux services sociaux. Pendant cette période, ces services étant moins accessibles, celles qui ne bénéficiaient pas d'une prise en charge se sont trouvées en danger.

Cette crise a mis sur le devant de la scène des professions cruciales (personnel soignant, caissières, enseignants...) dans lesquelles les femmes sont surreprésentées. Cette crise peut-elle changer notre manière de percevoir ces travailleuses ?

Les femmes sont les véritables héroïnes de cette crise, même si elles ne sont pas reconnues comme telles. Car, curieusement, il semble qu'il n'y ait pas de prise de conscience quant à leur responsabilité dans la gestion de la crise. Même si elles sauvent des vies, elles restent des héroïnes de l'ombre.

J'espère que cette perception changera. C'est la raison pour laquelle il est important d'en parler, de les mettre en avant pour que tout le monde se rende compte du rôle qu'elles jouent.

● **Que peuvent apporter les femmes dans la gestion de crise ?**

Ce qui relève des soins est traditionnellement considéré par la société comme une affaire de femmes. Il est vrai qu'elles sont très présentes dans ce secteur. Mais elles savent aussi ne pas se cantonner à une gestion purement sanitaire de la crise. Polyvalentes, elles sont peut-être mieux placées que d'autres pour comprendre qu'une situation comme celle de la pandémie confronte à une série de problèmes d'ordre économique, social, sanitaire ou relevant de la sécurité alimentaire. Les femmes appréhendent mieux l'intersectionnalité, car elles en font l'expérience au quotidien.

Jusque **25 %**
d'augmentation
des **violences** à l'égard
des **filles** et des **femmes**

(Nations Unies, avril 2020)

D'après les données des pays disposant de systèmes de signalement. Dans certains pays, les cas signalés ont doublé.



● **Dans une déclaration datant d'avril 2020, vous avez évoqué la pandémie fantôme à propos de la recrudescence des violences à l'égard des femmes. Quelle incidence le confinement a-t-il eue sur la situation des femmes ?**

Dans cette déclaration, j'indiquais en effet que, dans le monde entier, les lignes d'assistance téléphonique et les centres d'accueil pour les victimes de violence domestique ont fait état d'une augmentation des appels à l'aide. Le confinement a exacerbé les tensions et renforcé l'isolement des femmes ayant un partenaire violent tout en les séparant des personnes les plus à même de les aider. De plus, ce contexte particulier a rendu les signalements plus compliqués, notamment en raison de l'accès limité des femmes aux numéros d'urgence

“ Le confinement a exacerbé les tensions et renforcé l'isolement des femmes ”

et de la surcharge des services publics tels que la police.

Dans certains pays, les services de protection destinés aux femmes victimes de violences ne sont pas considérés comme des services essentiels. Certaines ont été privées de toute aide, enfermées chez elles

avec leur agresseur. Pour ces femmes il a été très difficile de faire face.

● **Peut-on craindre un recul des droits des femmes ?**

Absolument, nous pouvons même craindre dans certains cas que ces droits disparaissent. Nous devons nous battre pour que cela ne se produise pas.

Cette année marque le vingtième anniversaire de l'adoption de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies pour le droit des femmes, la paix et la sécurité. Nous devons mettre en œuvre des plans d'action et nous préparer à aller de l'avant dès que possible. Les droits des femmes doivent rester une priorité, ils ne doivent surtout pas être sacrifiés. Il n'est pas moins important pour les femmes de survivre au Covid que de faire valoir leurs droits. Nous devons mener les deux batailles de front.



70 % femmes exposées au virus

dans les **systemes** de **santé**

Majoritaires au sein du personnel soignant (OMS 2019), les femmes sont en première ligne dans la lutte contre le Covid-19 et courent plus de risque d'être infectées.

47 millions de femmes privées de contraceptifs modernes

(UNFPA, avril 2020)

La pandémie de Covid-19 a entraîné la surcharge des systèmes de santé et la fermeture des établissements de services sociaux, tels que les planning familiaux dont dépendent ces femmes.



● Comment faire en sorte que les droits des femmes ne fassent pas les frais de cette crise ?

Sur le plan économique, nous devons nous assurer que le plan de relance des gouvernements cible concrètement les femmes, et qu'il soit adapté aux travailleuses du secteur informel, pour lesquelles nous continuons de lutter.

Des solutions doivent aussi être apportées concernant les violences à l'égard des femmes. Ces violences ne s'arrêteront pas à la fin de la crise. Il faut rester vigilants.

Nous devons aussi encourager un renforcement du leadership des femmes, en particulier dans les pays où elles sont sous-représentées dans la lutte contre

le virus, et appeler à une représentation plus juste dans certains secteurs. C'est sur cet aspect que doivent porter nos efforts.

Il faut aussi favoriser un développement de l'enseignement à distance, tout en veillant à ce qu'il ne s'accompagne pas d'un creusement de la fracture numérique.

Certaines communautés n'ont pas toujours accès à la technologie. Et même lorsque c'est le cas, cet accès n'est pas le même en fonction du genre. Nous devons continuer à mener ce combat en veillant à ce que l'enseignement dispensé via des plateformes numériques ne soit pas socialement discriminant.

J'espère que l'UNESCO, ONU Femmes, la Commission sur le haut débit, l'Union internationale des télécommunications (UIT) et les ministères de l'Éducation pourront unir leurs efforts pour que soient mises en place des infrastructures à haut débit dans les écoles rurales et les quartiers informels afin que chaque individu, où qu'il se trouve, puisse avoir accès à l'éducation.



740 millions de femmes menacées par la pauvreté

La crise économique liée à la pandémie de Covid-19 frappe de façon disproportionnée les 740 millions de femmes travaillant dans le secteur informel (OIT, janvier 2019).



© UN Women / Ryan Brown

📍 Christine Banlog (au centre), chargée de ses marchandises, se dirige vers le marché Sandaga à Douala, Cameroun, geste qu'elle répète depuis vingt-deux ans.

Pour un nouveau pacte social en Amérique latine

Baisse des revenus, abandon scolaire, développement du travail informel, hausse brutale du chômage : les conséquences sociales de la crise sanitaire sur les habitants de la région Amérique latine et Caraïbes ont été massives. Pour éviter un creusement des inégalités, Karina Batthyány plaide en faveur de la mise en place d'un système social plus solidaire et plus juste.

Karina Batthyány

Secrétaire exécutive du CLACSO (Conseil latino-américain des sciences sociales) et professeure à la faculté de sciences sociales de l'Université de la République, Uruguay.

La pandémie du coronavirus a eu un impact sans précédent sur la vie quotidienne des habitants de la région Amérique latine et Caraïbes. Ces répercussions affectent de manière particulièrement grave les foyers à faibles revenus. De fait, l'état d'urgence sanitaire déclaré pour faire face au Covid-19 a déréglé les modèles de vie habituels.

Dans la région, l'ampleur de la crise a rouvert certains débats sur le rôle de l'État, de la politique en général et des politiques publiques en particulier. Alors que certains voient s'approcher le spectre de la fin de l'humanité, d'autres affirment que rien ne va changer. Ce qui est sûr, c'est que nous nous trouvons dans une phase de transition vers des sociétés dont certains aspects seront remaniés à court et moyen terme dans la région latino-américaine.

Les projections économiques de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) prévoient une contraction du produit intérieur brut (PIB) régional de 5,3 % pour 2020, soit la pire récession en Amérique latine depuis un siècle. Elles tablent également sur une augmentation importante du nombre de chômeurs (+ 12 millions) dans la région, où 53 % des emplois relèvent de l'économie informelle. Un pronostic particulièrement préoccupant lorsqu'on sait que les pays latino-américains versant des allocations chômage sont peu nombreux : seuls l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, l'Équateur et l'Uruguay prévoyaient une assurance chômage pour les travailleurs du secteur formel en 2019.

Les plus pauvres frappés de plein fouet

Au vu des inégalités économiques et sociales dans la région, les conséquences du chômage affecteront de manière disproportionnée les pauvres et les couches vulnérables de la population à revenus intermédiaires. Elles toucheront aussi plus durement les femmes.

Par ailleurs, il est probable que la crise se traduira par une explosion de l'emploi informel, auquel une partie de la population aura recours pour survivre. Les familles les plus pauvres risquent de se trouver dans l'obligation d'envoyer leurs enfants sur le marché du travail. On prévoit une hausse de 3,5 points de pourcentage de la pauvreté et de 2,3 points de pourcentage de la pauvreté extrême (CEPAL, 2020).

L'effondrement des systèmes de santé dans plusieurs pays met également en évidence la nécessité de progresser vers la consolidation d'un système de santé universel dont la qualité soit garantie, qui dispose des ressources nécessaires pour faire face aux situations de crise et qui envisage la santé de manière globale, en prenant en compte la situation socio-économique des personnes et leur qualité de vie.

Le modèle économique actuel a généré des inégalités et une profonde concentration de la richesse. Et en l'absence d'un État providence universel, l'accès aux prestations sociales reste un privilège dans la région. Avant le coronavirus, cette situation représentait déjà un problème majeur, mais aujourd'hui il s'agit d'une question de survie. Il est indispensable de repenser les politiques économiques et de promouvoir le travail décent et le respect universel des droits sociaux.



📌 Avec des chiffons rouges accrochés à leurs fenêtres, les habitants des quartiers pauvres de Bogotá (Colombie) alertent le gouvernement sur la précarité alimentaire.





Revenu citoyen

Le contexte actuel ouvre la voie au débat sur la nécessité d'un revenu citoyen dans la région. L'accès aux biens essentiels est en effet la condition nécessaire à l'affirmation d'une citoyenneté démocratique, garante de la dignité des individus. La région Amérique latine et Caraïbes est la plus inégalitaire de la planète, et cette crise sanitaire risque d'accentuer encore cette situation.

Enfin, il est important d'analyser l'impact de l'état d'urgence sanitaire sur les inégalités de genre, en matière notamment de garde d'enfants et de soins apportés aux personnes âgées, qui peuvent être considérés comme une expression de la division sexuelle du travail.

Le confinement s'est avéré une mesure efficace de lutte contre le Covid-19, mais il a ébranlé les dynamiques professionnelles, domestiques et de prise en charge des enfants et des personnes âgées, affectant principalement les travailleurs et travailleuses du secteur informel, les enfants et les femmes. Il a eu pour effet d'alourdir le travail domestique ainsi que la garde des enfants et les soins aux personnes âgées, tâches qui constituent le pilier des foyers et qui, historiquement, ont permis au monde de fonctionner.

© Maud Veith



 *Vendeuse ambulante dans les rues de Lima (Pérou), 2016.*

“ Le modèle économique actuel a généré une concentration de la richesse ”

Les villes en première ligne dans la crise sanitaire

Les villes ont été particulièrement éprouvées par la pandémie de Covid-19. Alors que le virus se propageait rapidement dans les zones densément peuplées, elles ont dû trouver des moyens de faire face aux crises sociales, économiques et sanitaires qui en ont découlé.

Parmi les villes qui se sont le plus illustrées par leurs efforts pour atténuer l'impact du Covid-19 sur les populations vulnérables figurent celles qui appartiennent à la Coalition internationale des villes inclusives et durables – ICCAR, plateforme urbaine de lutte contre le racisme et la discrimination lancée par l'UNESCO qui rassemble plus de 500 villes du monde entier. Depuis sa création en 2004, l'ICCAR participe à l'élaboration des politiques, au renforcement des capacités et aux activités de sensibilisation. Cette coalition plaide pour une solidarité mondiale afin de promouvoir un développement urbain inclusif et exempt de toute forme de discrimination. Dans le contexte de la pandémie, les villes membres de l'ICCAR se sont engagées à partager leurs mesures avec les autres villes du réseau afin d'apprendre les unes des autres et de fournir un large éventail d'options politiques pour faire face à la crise.

À Freetown, capitale de la Sierra Leone et membre de la Coalition des villes africaines contre le racisme et la discrimination, des informations relatives à la santé ont été diffusées dans la population par l'intermédiaire des conseillers de quartier,

des conseils interreligieux, des associations de personnes handicapées, des responsables de marchés, des animateurs pour la jeunesse et des chefs tribaux – qui reçoivent tous une formation constante de sensibilisation aux mesures de lutte contre le Covid-19.

En tant que membre de la Coalition des municipalités inclusives, la municipalité régionale canadienne de Wood Buffalo a mis en place un *registre des personnes vulnérables* parmi les individus et les communautés pour que ces personnes bénéficient de contrôles réguliers, d'informations et d'orientations, et d'un soutien en matière de santé mentale. Le personnel municipal qui ne pouvait télétravailler a été redéployé sous le nom d'*anges de l'isolement* pour fournir des paniers de nourriture et des kits d'activités aux personnes isolées. Enfin, un centre de soutien à domicile a été créé, doté de téléphones et d'ordinateurs portables permettant aux populations vulnérables de s'inscrire à la Croix-Rouge et à d'autres services de soutien.

La municipalité de Kadıköy (un quartier d'Istanbul), membre de la Coalition européenne des villes contre le racisme (ECCAR), a mis en place le Service de crise du coronavirus, destiné à soutenir les personnes âgées et les personnes vivant seules. Des centaines de repas chauds ont été préparés chaque jour par des chefs réputés dans la cantine de la ville, puis distribués par le personnel municipal à ceux qui étaient dans le besoin.

“ La moitié
des femmes
travaillent
dans le secteur
informel ”

© Valentina Cortese Lastra

Les femmes fragilisées

Selon des chiffres de l'Organisation internationale du travail, 126 millions de femmes travaillent dans le secteur informel en Amérique latine et aux Caraïbes, ce qui équivaut à environ la moitié de la population féminine de la région. Une situation qui est notamment synonyme de précarité, de faibles revenus et d'un manque de mécanismes de protection essentiels.

L'emploi informel est très répandu dans de nombreux pays de la région. En Bolivie, au Guatemala et au Pérou, 83 % des femmes occupent des emplois informels et ne bénéficient d'aucune couverture sociale ni de protection en droit du travail. Dans la région, près de 40 % des femmes actives sont employées dans les secteurs du commerce, de la restauration, de l'hôtellerie et du travail domestique, qui sont les plus affectés et les moins protégés dans le contexte de la crise actuelle.

Une grande partie des femmes latino-américaines cesseront donc de percevoir des revenus pendant une période particulièrement difficile, ce qui risque de fragiliser encore leur condition. Actuellement, en Amérique latine, pour 100 hommes vivant dans l'extrême pauvreté, on compte 132 femmes.

Nouveau « pacte social »

Dans la région, le confinement a également eu pour conséquence une augmentation de la violence de genre. Nous savons que la précarité économique et l'instabilité sociale font exploser cette violence dans la sphère domestique. De plus, la consigne de distanciation sociale et de confinement au sein du foyer suppose que le foyer soit un endroit sûr, ce qui n'est pas le cas pour nombre de femmes et d'enfants.



i Performance féminine organisée au Chili pour protester contre la violence patriarcale, lors de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes en 2019.

Face à ces défis, il s'agit en définitive de construire un nouveau « pacte social » fondé sur la reconnaissance de la solidarité et de l'interdépendance en tant que valeurs fondamentales pour l'établissement d'un système social plus juste dans la région. Cette crise met en évidence les conséquences de la marchandisation des ressources publiques et communes sur la vie. La pandémie semble montrer clairement que les États ne sont pas morts et qu'ils ont un rôle majeur à jouer dans la mise en œuvre de politiques capables de transformer efficacement la réalité.

Les politiques publiques doivent s'attaquer au défi sans cesse différé de l'établissement de systèmes universels de protection, axés

sur les personnes plutôt que sur le marché et accordant une place centrale à la vie et aux soins. Pour relever ce défi, l'État, et plus particulièrement l'État social, a un rôle majeur à jouer, et le renforcement d'une coopération régionale et internationale est plus nécessaire que jamais.

La crise sanitaire, terreau fertile de la désinformation

Le thé noir, les feuilles de margousier ou la soupe au poivre comme remèdes miracles au Covid-19 : en Afrique comme ailleurs, fausses informations et théories du complot ont prospéré sur les réseaux sociaux pendant la crise sanitaire. Pour lutter contre cette « infodémie », il faut responsabiliser les plateformes numériques, traquer les infox et développer une éducation aux médias.

Diomma Dramé

Journaliste, chercheuse en santé au bureau francophone du site Africa Check, basé à Dakar (Sénégal), spécialisé dans la lutte contre les fausses informations.

Maladie inconnue il y a encore quelques mois, le Covid-19 a provoqué une crise sanitaire mondiale sans précédent. Face à ce virus nouveau, de nombreuses questions demeurent concernant l'immunité des personnes infectées, sa saisonnalité ou encore sa capacité à muter, que la science n'est pas encore en mesure de trancher. La méconnaissance de cette maladie conjuguée aux incertitudes liées à son évolution ont alimenté, en Afrique comme

ailleurs, une soif d'information mais aussi une propagation des rumeurs et infox, ou fausses informations, auxquelles les réseaux sociaux ont servi de caisse de résonance.

Le bureau francophone basé à Dakar (Sénégal) du site spécialisé dans la lutte contre les infox, Africa Check, s'est employé depuis le début de la pandémie à corriger un certain nombre de ces fausses informations. Ainsi, après vérification auprès de plusieurs spécialistes et chercheurs, le site a publié pas moins de 50 articles relatifs à des infox sur le Covid-19.

En l'absence de traitement contre la maladie, les articles et messages sur de supposés remèdes miracles ont proliféré. Suite aux

essais cliniques menés par l'infectiologue français Didier Raoult sur l'usage de la chloroquine, une information diffusée sur la messagerie WhatsApp et sur Twitter s'est ainsi répandue dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, selon laquelle les feuilles de neem, ou margousier, contiendraient de la chloroquine. Elle a parfois provoqué une véritable ruée vers cet arbre. Or, ce dérivé de la quinine n'est pas issu d'un végétal mais obtenu à partir d'une synthèse chimique. Le cas des feuilles de neem n'est qu'un exemple parmi d'autres. Le thé noir, la soupe au poivre, la vitamine C ou l'ail ont également été présentés dans des messages postés sur les réseaux sociaux comme des moyens de lutter contre le virus.

Théories du complot

Parallèlement, l'épidémie a donné lieu à la diffusion de nombreuses images ou vidéos manipulées ou sorties de leur contexte, concernant par exemple de supposées campagnes de vaccination forcées destinées à propager le virus, ou des cas de discrimination visant notamment des ressortissants chinois. Une vidéo montrant l'incendie d'un bâtiment abritant des boutiques à Ibadan (État d'Oyo), au Nigeria, a été ainsi présentée comme une mesure de représailles contre son propriétaire chinois. D'après un tweet de l'État d'Oyo, le bâtiment en feu appartenait en fait à un Nigérian et 80 % des personnes employées étaient également nigérianes.

Pour tenter d'expliquer la survenue de l'épidémie ou sa propagation, les théories du complot de l'Occident

Lutter contre l'infodémie

Face à l'afflux de rumeurs et de fausses informations véhiculées sur la Toile et les réseaux sociaux pendant la crise sanitaire, les journalistes ont dû redoubler d'efforts pour démasquer les nouvelles inexactes ou trompeuses. D'autant plus que d'après une étude réalisée par la Fondation Bruno Kessler (Italie), 42 % des plus de 178 millions de tweets liés au Covid-19 étaient produits par des robots, et que 40 % étaient « peu fiables ».

Pour améliorer l'accès à l'information, l'UNESCO a créé un centre d'échange de ressources regroupant une sélection d'informations vérifiées sur le Covid-19. Il a pour vocation de fournir des conseils destinés à lutter contre la désinformation, encourager le partage d'expériences et de bonnes pratiques ou encore favoriser la coopération Nord/Sud et Sud/Sud.

L'Organisation a également mis à disposition plusieurs manuels pour accompagner les journalistes en première ligne dans la lutte contre la désinformation.

En partenariat avec l'Innovation for Policy Foundation (i4Policy), elle a enfin lancé la campagne en ligne #DontGoViral. Cette campagne, qui repose notamment sur la mobilisation des artistes et des entrepreneurs culturels en Afrique, est destinée à mettre à disposition du public des contenus sous licence libre dans différentes langues africaines, afin d'informer ces communautés sur le Covid-19.

contre l'Afrique ont été relayées par de nombreux internautes à travers le continent, détournant notamment les propos du secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, qui déclarait dans un entretien accordé à Radio France Internationale fin mars que la pandémie risquait de causer des millions de morts en Afrique. La thèse d'un vaccin subventionné par la fondation Bill et Melinda Gates pour contrôler les populations s'est également répandue comme une traînée de poudre. Ces informations ne sont pas seulement erronées. Elles sont parfois volontairement distillées pour tromper.

La circulation de rumeurs et leurs conséquences ne sont pas spécifiques à la crise sanitaire liée au coronavirus. En 2014, des infox avaient provoqué des résistances à la stratégie de riposte contre la maladie à virus Ebola dans certains pays touchés.

Dans son article intitulé « L'exceptionnalité d'Ebola et les "réticences" populaires en Guinée-Conakry. Réflexions à partir d'une approche d'anthropologie symétrique », publié en 2015 dans la revue *Anthropologie & Santé*, Sylvain Landry Faye explique que les premiers cas de morts dans une même famille avaient été interprétés comme le signe d'une punition mystique ou d'une malédiction consécutive à une histoire de vol ou d'adultère. Ces rumeurs ont nourri les croyances selon lesquelles la maladie n'était pas réelle, et les communautés ont développé des attitudes de rejet vis-à-vis de la stratégie de riposte mise en place par l'État et ses partenaires pour endiguer l'épidémie. D'autres rumeurs présentaient les Centres de traitement Ebola (CTE) comme des lieux de contamination, des mouiroirs où s'opérait un trafic de corps et d'organes.

Comblant un vide

Mais dans le cas du coronavirus, les réseaux sociaux et les applications de type Messenger, WhatsApp ou Facebook ont donné une portée inédite aux fausses informations. Ces plateformes, qui facilitent l'accès à l'information, permettent aussi à chaque utilisateur d'en produire et de les faire circuler en un temps record. Postée le 20 avril, la vidéo sur l'incendie d'Ibadan avait été partagée plus de 380 000 fois trois jours plus tard.

D'autres facteurs sont venus encourager la circulation de rumeurs et d'infox. Au Sénégal par exemple, l'accent mis par les médias traditionnels sur le nombre de personnes infectées et sur les messages de prévention n'a pas entièrement satisfait



© Falco / Cartoon Movement

“ Les réseaux sociaux ont donné une portée inédite aux fausses informations ”

les besoins de réponses de citoyens en quête de nouvelles plus positives sur de possibles traitements. Dès lors, les réseaux sociaux sont venus combler ce vide.

L'infox, qui circule le plus souvent dans des groupes ou des cercles par affinité, est facilement consommée et assimilée à une information « bien sourcée ». Des messages vocaux et des textes sont ainsi attribués à des personnalités, des autorités ou des responsables de services hospitaliers qui proposent des solutions simples pour se protéger telles que boire régulièrement

de l'eau chaude ou de l'eau salée pour se désinfecter la gorge. De prétendus responsables religieux peuvent également jouer ce rôle.

Il n'est pas toujours facile pour le citoyen ordinaire de faire la part entre l'information des médias traditionnels qui obéit à une rigueur de collecte, de traitement et de recoupement, et celle consommée sur les réseaux sociaux, même lorsque celle-ci est manifestement inexacte ou trompeuse. L'envie de croire, surtout en période de crise, peut l'emporter sur la volonté de s'informer.





Développer le sens critique des citoyens

L'avalanche d'infocx sur les réseaux sociaux, que l'Organisation mondiale de la santé a qualifiée d'« infodémie », a poussé les plateformes numériques à lancer une offensive pour endiguer la viralité des fausses informations en mettant en avant les contenus provenant de sources officielles ou en bannissant les publicités vantant des remèdes miracles. Les journalistes spécialisés dans la vérification des faits, comme le bureau francophone d'Africa Check au Sénégal, n'ont pas ménagé leurs efforts pour corriger et garantir des sources d'information crédibles et fiables.

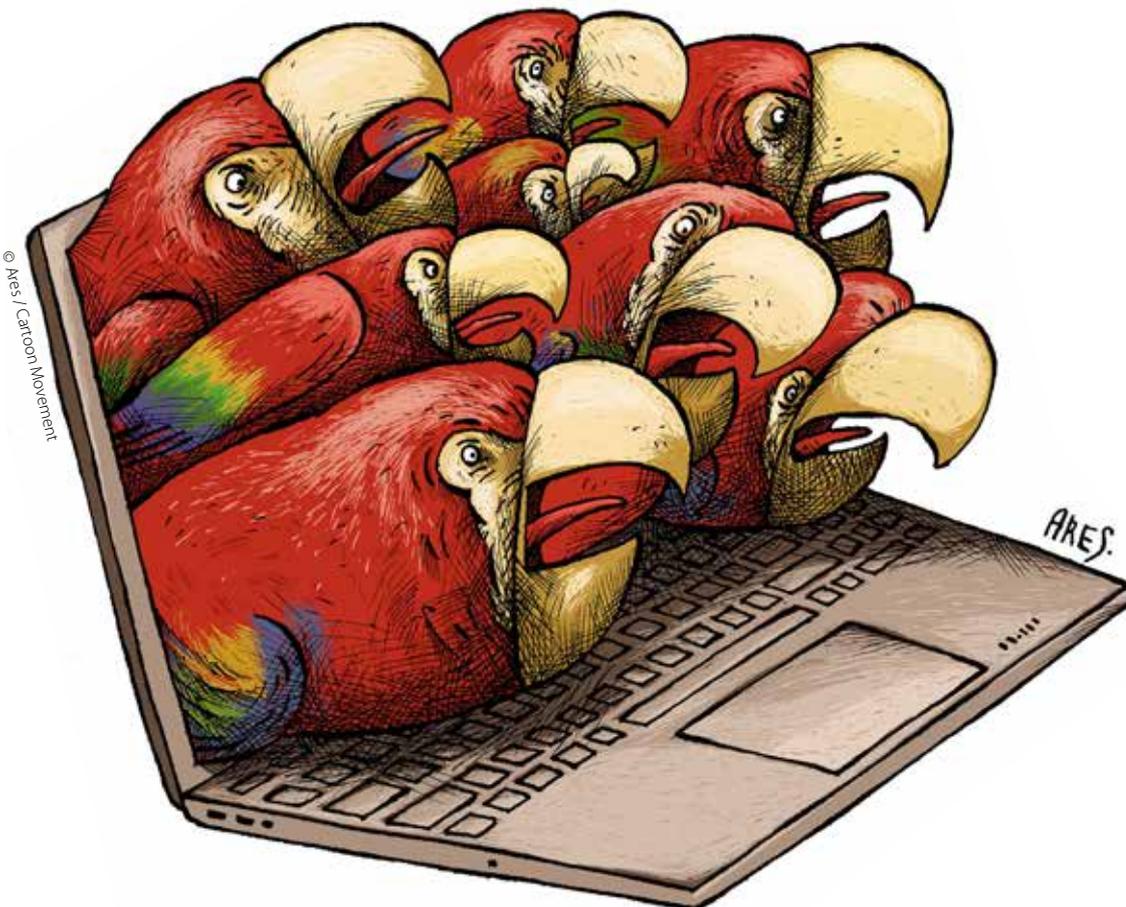
Toutefois, il est évident que ces réponses ne suffisent pas. À l'avenir, il faudra associer à cette lutte les blogueurs influents sur les réseaux sociaux, mais surtout cibler des groupes Facebook et WhatsApp pour sensibiliser et former leurs administrateurs et leurs animateurs à la lutte contre la circulation des infocx.

Des initiatives concluantes peuvent être répliquées. On peut citer par exemple la webradio Wa FM, créée au mois de mars dernier pour lutter contre les infocx sur le Covid-19 en Côte d'Ivoire. Elle s'appuie sur un réseau de près de 200 journalistes bénévoles qui arpentent les rues de Yopougon, un quartier populaire d'Abidjan, pour recouper les informations afin de corriger les fausses nouvelles diffusées sur les réseaux sociaux, éduquer et sensibiliser les populations.

Pour lutter contre l'infocx, il est nécessaire d'utiliser les canaux qui la diffusent et la nourrissent. Il faut également éveiller, en Afrique comme ailleurs, un sens critique des citoyens vis-à-vis des informations qui leur parviennent, les inciter à questionner les sources de ces informations, l'identité de leurs auteurs. Sans cette éducation aux médias, les théories complotistes ou les infocx sur les vertus thérapeutiques supposées de l'ail ou de l'eau salée ont encore de beaux jours devant elles.



“ L'envie de croire, surtout en période de crise, peut l'emporter sur la volonté de s'informer ”



© Ares / Cartoon Movement

Recherche :

« Cette épidémie sera un détonateur »

Nathalie Strub-Wourgaft est l'une des initiatrices de la Coalition pour la recherche clinique sur le Covid-19 lancée en avril par des institutions scientifiques, médecins, bailleurs de fonds et décideurs politiques de près de 30 pays pour promouvoir la recherche dans les pays à faibles revenus. Elle plaide en faveur d'une recherche spécifique adaptée à ces pays.

Nathalie Strub-Wourgaft

Directrice de l'unité des maladies tropicales négligées du Drugs for Neglected Diseases Initiative (DNDi), une organisation de recherche indépendante basée à Genève (Suisse).

Propos recueillis par Agnès Bardon

UNESCO

● Qu'est-ce qui a motivé la création de la Coalition pour la recherche clinique sur le Covid-19 ?

À la mi-mars, la recherche clinique sur le coronavirus était déjà très active mais elle était concentrée dans les pays riches où se trouvaient également la majorité des personnes infectées. Nous avons été un certain nombre à nous inquiéter de voir qu'aucun essai clinique n'était prévu dans les pays du Sud, que ce soit en Afrique, en Asie ou en Amérique latine. Les cas y étaient encore peu nombreux mais les projections prévoient une montée en puissance de l'épidémie, notamment en Afrique. Il y avait un déséquilibre manifeste entre le Nord et le Sud en matière de recherche. C'est la raison pour laquelle nous avons lancé la Coalition. Nous avons encore en tête ce qui s'est produit au moment de la crise sanitaire survenue avec le virus Ebola. Une multitude de projets de recherche avait alors vu le jour mais sans coordination et sans partage de l'information entre ces différents projets. Il fallait éviter de reproduire ces erreurs.

Le Covid-19 étant une maladie nouvelle, tout était à faire : il fallait inventer de nouveaux protocoles, décrire les prélèvements, établir les tableaux cliniques. La recherche s'est développée

en parallèle de l'épidémiologie. Il fallait aller très vite mais il fallait aussi éviter la duplication pour apporter rapidement des réponses à des questions fondamentales : comment éviter la mort, comment éviter l'hospitalisation, comment se protéger, qui étaient les groupes à risque ? Or pour avancer sur ces problématiques, il faut une forte puissance d'analyse, ce qui suppose de regrouper les informations et les données.

● Pourquoi est-il nécessaire de développer une recherche spécifique dans les pays à faibles ressources ?

Les propositions thérapeutiques qui pourraient être développées dans le Nord ne sont pas applicables telles quelles dans le Sud, ne serait-ce que parce que les comorbidités ne sont pas les mêmes d'une région à l'autre. En Afrique par exemple, la malaria, la tuberculose ou le VIH sont très répandus, ce qui n'est pas le cas en Europe. Par ailleurs, les systèmes de santé sont différents. Dans les pays industrialisés, les hôpitaux ont eu du mal à faire face à l'afflux de patients atteints de formes sévères de la maladie. Alors que dire de ceux qui ne sont pas équipés de respirateurs artificiels ? Concernant les traitements, les molécules qui présentent aujourd'hui certains résultats prometteurs sont des molécules injectables qui nécessitent par conséquent un personnel hospitalier formé. Si ce personnel n'est pas disponible, il faut trouver d'autres solutions thérapeutiques. Par ailleurs, on peut se demander si le virus est le même. Il semblerait qu'il présente des variantes géographiques. Enfin, les problématiques abordées par les sciences sociales sont également

© Thierry Olivier Epi2mik



↳ Du microscopique au macroscopique, dessin de l'artiste français Thierry Olivier Epi2mik.

dépendantes du contexte régional : le confinement n'est pas le même à Delhi que dans une région rurale en France. L'impact de ce confinement, l'acceptabilité par la population varient selon les régions. Par conséquent, en matière de recherche, la notion de contexte est essentielle. On ne peut pas conduire une recherche scientifique dans les pays industrialisés et l'appliquer partout ailleurs. Les travaux de recherche doivent être guidés par les priorités des pays.





Épidémie, peinture réalisée en 2015.

“ Ce nouveau virus ne laisse pas d'autre choix que de travailler ensemble ”



● **Une crise sanitaire d'une telle ampleur peut-elle faire prendre conscience de la nécessité de fédérer les efforts en matière de recherche ?**

Absolument. Il faut fédérer les efforts en matière d'identification des traitements, sur les diagnostics. Il est nécessaire que les grands donateurs se mettent d'accord sur des priorités, c'est absolument essentiel dans la riposte. Nous vivons un moment de l'histoire où nous nous trouvons tous concernés par un problème de santé globale. Il s'agit d'une situation totalement inédite. Même la crise liée au virus Ebola a finalement été considérée comme un problème de l'Afrique. Ce nouveau virus ne laisse pas d'autre choix que de travailler ensemble. Le fait que l'Organisation mondiale de la santé ait nommé son premier essai clinique Solidarity n'est pas anodin.

● **Assiste-t-on aux prémices d'une meilleure gouvernance des efforts de recherche ?**

Il est encore un peu tôt pour le dire. La volonté existe et on constate une meilleure collaboration des milieux de la recherche que par le passé. On ne peut pas encore parler de meilleure gouvernance mais on s'en rapproche. Dans le même temps, près d'un millier d'essais cliniques ont été lancés sur le Covid, ce qui signifie qu'à l'échelle internationale il n'existe pas de réelle concertation. Cette crise sanitaire constituera un point de bascule bien qu'il soit difficile encore d'en mesurer l'impact. Nous sommes en train de construire une nouvelle façon de travailler mais il reste beaucoup à faire. L'un des acquis, c'est qu'aujourd'hui on s'efforce d'intégrer la problématique de l'accès aux projets de recherche. Au DNDi par exemple, nous travaillons actuellement à un essai clinique. On regarde les molécules qui vont pouvoir être mises à disposition des populations et être accessibles à une large échelle. Cela semble évident mais ça n'a pas toujours été le cas.

● **Peut-on parler de rupture à propos de cette crise sanitaire ?**

Il y aura un avant et un après. Comment en serait-il autrement alors que les contaminations se comptent en millions, les morts en centaines de milliers ? Si ce n'est pas le cas, c'est que nous sommes dans le déni de ce que nous venons de vivre. On a perdu du temps dans la recherche sur cette maladie mais moins que par le passé. Ebola a été un tournant. Le Covid sera un détonateur. Cette crise est indéniablement une leçon. Depuis plusieurs années, certains essayaient de tirer la sonnette d'alarme, à l'image de Bill Gates qui, il y a plusieurs années déjà, avait mis en garde contre la survenue d'une pandémie. Certains avaient proposé que les pays membres de l'OMS consacrent 0,1 % de leur budget à la recherche, selon des priorités définies par les impératifs de recherche du moment. Ces voix-là doivent maintenant être entendues.

Les populations autochtones

à l'épreuve de la crise

La crise sanitaire qui a frappé le monde a mis en lumière la capacité de résilience de certaines communautés autochtones. Elle a surtout révélé la fragilité de ces populations que la pauvreté, la malnutrition et un faible accès aux soins rendent particulièrement vulnérables aux maladies infectieuses.



Portrait d'une femme tatouée selon les traditions kalinga dans la cordillère des Philippines, sur l'île de Luçon.

Minnie Degawan

Directrice du programme Peuples indigènes et traditionnels de Conservation International aux États-Unis.

Depuis toujours, les populations autochtones ont su s'isoler du reste du monde lorsque les circonstances l'exigeaient. Aux Philippines par exemple, dans la Cordillère, une telle pratique – dénommée *ubaya* ou *tengaw* – est observée à des moments précis du cycle agricole pour permettre à la terre et aux individus de se reposer.

Personne n'est autorisé à entrer ou à sortir de la communauté, y compris ses membres se trouvant à l'extérieur lorsque le confinement a été annoncé. Une botte de feuilles nouées est placée en différents points d'entrée et de sortie pour signifier que la communauté est en *ubaya*. Cette pratique est prise très au sérieux par les membres de la communauté et les personnes des environs – violer l'*ubaya* revient à appeler le désastre sur toute la communauté.

Les rituels qui accompagnent l'*ubaya* constituent un élément important de la riposte de la communauté. Ils ne sont pas censés inspirer la peur ou convoquer le mal, mais servent à renforcer le sens de la communauté, ce que les anciens demandent pour la protection de tous, y compris de la nature.

Des rituels similaires – qui soulignent la nécessité d'atteindre un équilibre entre le monde spirituel et le monde physique – sont effectués par les anciens de différentes communautés autochtones aux Philippines,

© Jacob Maentz

“ La pauvreté, la malnutrition et le taux élevé de problèmes de santé préexistants ont aggravé les risques encourus par ces populations ”





en Indonésie, en Malaisie et en Thaïlande pour protéger les villages. Pendant ces confinements, les membres de la communauté s'occupent des personnes dans le besoin et leur apportent leur aide, partagent la nourriture, notamment les patates douces séchées stockées pour les temps difficiles.

Pauvreté et malnutrition

Ces pratiques traditionnelles ont aidé les populations autochtones à faire face aux contraintes du confinement imposées par l'épidémie du Covid-19 et à organiser leur survie. « Leurs bonnes pratiques en matière de soins et de connaissances traditionnelles, telles que le confinement des communautés pour prévenir la propagation des maladies, ainsi que l'isolement volontaire, sont aujourd'hui suivies dans le monde entier », a déclaré Anne Nuorgam, présidente de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones (UNPFII).

Mais la crise sanitaire a aussi révélé avec une acuité nouvelle la fragilité de ces communautés. Les populations autochtones – qui souffrent d'un manque d'équipement en soins de santé et d'un accès insuffisant aux services de base, aux équipements sanitaires et aux principales mesures préventives, notamment l'eau potable, le savon et les désinfectants – sont touchées par une marginalisation socio-économique qui les expose à un risque élevé en cas d'urgence sanitaire.

Leur lutte continue contre la déforestation, le changement climatique et la disparition des moyens de subsistance traditionnels les rend en effet particulièrement vulnérables aux nouvelles maladies infectieuses. La pauvreté, la malnutrition et le taux élevé de problèmes de santé préexistants ont aggravé les risques encourus par ces populations – dont beaucoup vivent dans des maisons multigénérationnelles, avec leurs aînés.

“ Les efforts des gouvernements pour répondre aux besoins particuliers des communautés ont été souvent sommaires ”

 *Deux chasseurs-cueilleurs aetas à la recherche d'oiseaux et de singes, dans une forêt sur l'île de Luçon aux Philippines.*



© Jacob Maentz



© Jacob Maentz

i Jeune garçon de la communauté philippine ifugao aidé par ses aînés à revêtir l'habit traditionnel pour le rite annuel du punnuk, qui marque la fin de la récolte.

Un mode de vie à l'épreuve de la crise

La pandémie a mis en lumière les multiples problèmes auxquels sont confrontées les populations autochtones. Dans le nord de la Thaïlande, par exemple, des incendies de forêt ont ajouté aux pressions sur la sécurité alimentaire et menacé le bien-être des personnes. Les Nagas, peuple du nord-est de l'Inde, ont été victimes de discriminations et de rumeurs infondées sur le virus. Les étudiants nagas ont été expulsés de leur logement et soumis à des violences. Les Dumagats du sud de Luçon, aux Philippines, ont fait face à des pénuries alimentaires. Des événements similaires se déroulent en Équateur, où des exploitants ont continué de traverser les territoires indigènes pour extraire du pétrole.

Par ailleurs, la crise sanitaire a mis à l'épreuve le mode de vie des populations autochtones. De nombreuses pratiques et traditions culturelles, qui prévoient des rassemblements et des processions pour des événements tels que les récoltes ou les cérémonies de passage à l'âge adulte, ont été mises entre parenthèses pour la sécurité des anciens et des plus vulnérables.

Les efforts des gouvernements pour répondre aux besoins particuliers des communautés ont été souvent sommaires et n'ont pas pris en compte les conséquences à long terme sur les moyens de subsistance et la survie des populations autochtones. L'une des leçons de cette crise est qu'une attention particulière devra être portée à l'avenir à la situation spécifique de ces populations. Il faudra veiller par exemple à ce que des informations sanitaires fiables et appropriées soient fournies dans les langues autochtones afin de protéger les membres les plus fragiles des communautés. Plus largement, il faudra lutter sans relâche contre les discriminations visant les communautés autochtones, qui en temps de crise ont tendance à s'accroître, et veiller à la préservation de leurs modes de vie. Il y va de l'avenir même de leur culture. « Les aînés autochtones sont une priorité pour nos communautés, car ils sont les gardiens de notre histoire, de nos traditions et de notre culture », a ajouté la présidente

de l'UNPFII qui a plaidé en faveur d'un droit à l'autodétermination des populations autochtones en situation d'isolement volontaire et demandé « que leur décision d'être isolées soit respectée ».

Les droits des communautés autochtones doivent être au centre de toute intervention ou de tout plan. Ces communautés ont démontré avec force que lorsqu'elles mettent en pratique leurs connaissances traditionnelles – et lorsqu'elles ont le plein contrôle de leurs ressources et exercent librement leur droit à l'autodétermination –, elles sont plus à même de se protéger, ainsi que la nature et leur environnement. Cela est également vrai face aux nouveaux défis que sont les crises sanitaires.

La frontière, barrière mouvante, invisible mais bien réelle

La frontière d'aujourd'hui n'est plus forcément faite de briques et de barbelés. Elle s'apparente de plus en plus à une barrière mouvante qui s'appuie sur les technologies de pointe et la réglementation pour imposer des restrictions de circulation aux citoyens. La pandémie de Covid-19 a encore accentué ce phénomène.

Ayelet Shachar

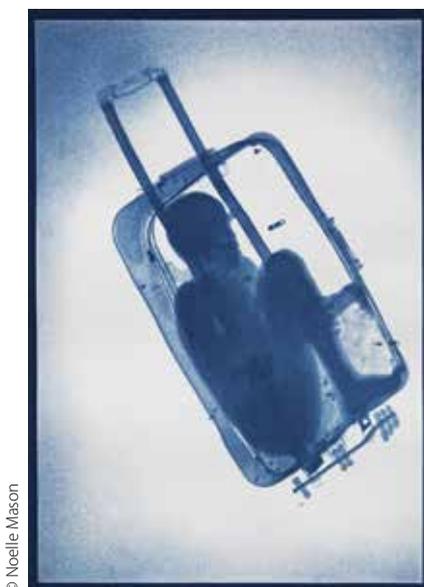
Directrice de l'Institut Max-Planck de recherche sur les sociétés multireligieuses et multiethniques à Göttingen, en Allemagne. *La Frontière mouvante : Cartographie juridique des migrations et des mobilités* est son dernier ouvrage.

En 1989, après la chute du mur de Berlin, nombreux sont ceux qui ont prédit la fin des frontières. La réalité a été tout autre. Au lieu de disparaître, les frontières se sont en réalité métamorphosées. Elles ont évolué pour devenir une barrière mobile, une construction juridique sans amarres. La frontière s'est affranchie de la carte ; elle peut désormais s'étendre au-delà des limites du territoire ou à l'intérieur de celui-ci. Le détachement du pouvoir d'État de tout repère géographique fixe a créé un nouveau paradigme : la *frontière mouvante*.

La frontière mouvante n'est pas déterminée dans le temps et dans l'espace ; elle est constituée de barrières juridiques plutôt que physiques. Les mesures prises pour faire face à la pandémie mondiale ont accéléré cette tendance.

En janvier 2020, lorsqu'un ensemble de cas de pneumonies virales inexpliquées a frappé Wuhan, en Chine, les pays voisins qui avaient déjà fait les frais des épidémies de SRAS et de MERS n'ont pas perdu de temps. Outre les mesures de santé publique, ils ont imposé des interdictions de voyager qui limitaient l'accès à leur territoire.

La procédure d'entrée sur ces territoires peut désormais avoir lieu dans des centres de transit étrangers situés à des milliers de kilomètres. Au Canada, par exemple, toute personne – y compris les citoyens canadiens



© Noelle Mason

« La Maleta », cyanotype issu de la série *X-Ray Vision vs. Invisibility*, réalisé par l'artiste Noelle Mason à partir d'une image collectée sur le site web de la patrouille frontalière américaine.

au Covid-19. Aucune de ces interdictions légales d'entrée (et dans certains pays, de sortie) n'a nécessité l'envoi d'un seul bataillon de soldats à la limite du territoire ou la mise en place d'un seul sac de ciment à la frontière.

Au lieu de cela, les gouvernements ont déplacé la frontière pour réglementer la mobilité en bloquant les voyageurs avant leur embarquement, et même après qu'ils avaient atteint leur destination – en leur ordonnant par exemple de porter des bracelets GPS. Des experts de l'industrie du voyage ont estimé que certains individus pourraient préférer une préquarantaine dans leur pays d'origine.

Il est évident que la gestion de la mobilité et des migrations restera profondément modifiée tant qu'un vaccin ne sera pas mis au point. Ce qui ressemblait à de la science-fiction est devenu une réalité. L'aéroport israélien Ben-Gourion, déjà connu pour son protocole de sécurité strict, est en train de mettre au point un processus d'enregistrement « continu » dans lequel aucun agent humain n'est impliqué. L'objectif est de créer des « pôles de transport sans coronavirus » et des « zones » ou « bulles » isolées dans lesquelles les déplacements pourront reprendre. Seules les personnes en bonne santé seront autorisées à emprunter ces couloirs « stériles ».

Ces évolutions soulèvent d'importantes questions éthiques et juridiques. La santé

– présentant les symptômes du Covid-19 s'est vu interdire l'embarquement dans un avion à destination du Canada. Ce faisant, le pays a étendu ses frontières, tant sur le plan conceptuel que juridique, en déplaçant ses activités de contrôle des frontières vers des points d'entrée situés à l'étranger, principalement en Europe et en Asie.

Un réel aux allures de science-fiction

Fait remarquable, en mai 2020, près de 200 pays ont imposé de telles restrictions de déplacement en interdisant les arrivées et les départs. Au plus fort de la crise, 91 % de la population mondiale vivait dans des pays qui avaient introduit des restrictions de déplacement en réaction

“ Au lieu de disparaître, après la chute du mur de Berlin, les frontières se sont métamorphosées ”

deviendra un atout inestimable, une condition préalable aux déplacements. Des pays tels que le Chili, l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni explorent l'idée de « passeports d'immunité » accordant l'accès à la vie publique et à la mobilité pour certains, tout en réduisant pour d'autres.

Tunnels intelligents et frontières biométriques

Même avant la pandémie, les gouvernements s'appuyaient de plus en plus sur la surveillance biométrique des migrations, qui fournit un regard technologique « omniscient » sans précédent pour surveiller et suivre la mobilité de *chacun, partout* dans le monde.

Avec la montée simultanée du traitement de données massives et la création de vastes bases de données qui enregistrent les informations biométriques des voyageurs, nos corps deviendront nos tickets d'entrée à mesure que les frontières biométriques s'étendront. Des pays comme l'Australie, la Chine, le Japon, les États-Unis et les Émirats arabes unis montrent la voie. L'aéroport international de Dubaï a mis en place un projet pilote de « frontières biométriques » – connues sous le nom de « tunnels intelligents » – qui permettent d'identifier les passagers grâce à la numérisation de leur iris et de leur visage.

Pour concrétiser cette vision orwellienne, l'emplacement, le fonctionnement et la logique de la frontière doivent être redéfinis afin de permettre aux gouvernements ou à leurs représentants de contrôler

et d'intercepter les voyageurs plus tôt, plus fréquemment et plus loin. Ainsi, les voyageurs sont suivis lors de leur passage en plusieurs points de contrôle tout au long de leur voyage.

Dans le cadre de l'effort de gestion des migrations et de la mobilité, une « autorisation électronique de voyage » va désormais être exigée par l'Union européenne, même pour ceux qui bénéficient de l'exemption de visa et qui sont en possession de passeports très prisés au niveau international. Le système européen d'information et d'autorisation de voyage (ETIAS), qui sera mis en service en 2022, sera le centre d'autorisation préalable de voyage à destination de 26 pays de l'espace Schengen.

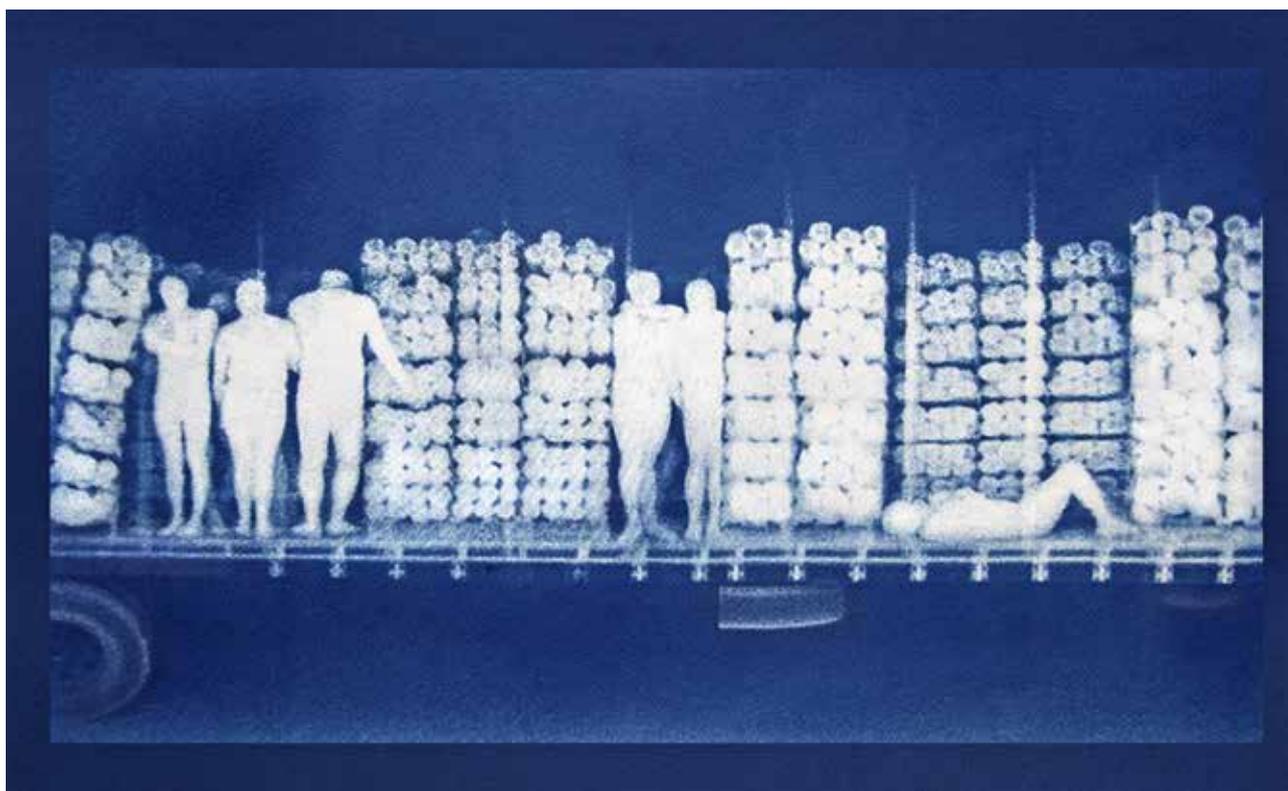
Associée au passeport, cette couche supplémentaire de collecte d'informations crée une frontière mouvante très efficace mais invisible, opérationnelle partout dans le monde avant tout départ, et qui s'adapte à l'emplacement et au profil de risque du voyageur.

Une frontière en chacun de nous

D'autres projets, tels que le projet pilote financé par l'Union européenne baptisé iBorderCtrl, ajoutent une dimension



🔗 « Primavera », cyanotype à partir d'une image de camion de marchandise passé aux rayons X. L'artiste questionne la nouvelle imagerie produite par les technologies de surveillance.





futuriste à la réglementation en matière de mobilité. Les voyageurs entrants doivent « effectuer un bref entretien automatisé et non intrusif avec un avatar [et] se soumettre à un détecteur de mensonges ». Les données sont ensuite stockées dans de grandes bases de données interconnectées – permettant aux autorités de « calculer un facteur de risque cumulé pour chaque individu ».

Le facteur de risque ainsi calculé apparaîtra lors de tout futur passage de frontière et peut conduire à des vérifications supplémentaires ou même à un refoulement. L'avatar d'iBorderCtrl est programmé pour détecter les « microgestes » révélateurs. Des développements similaires pourraient bientôt être opérationnels aux États-Unis, où des systèmes de détection assistés par l'intelligence artificielle peuvent repérer les changements de flux sanguin ou les mouvements imperceptibles des yeux. La frontière d'autrefois n'est donc pas seulement mouvante : elle est aussi multipliée et fracturée. En réalité, chaque personne « porte » la frontière avec elle.

Ces évolutions ont des conséquences considérables sur la portée de nos droits et libertés. Le fait de traiter le corps humain comme instance de réglementation n'est plus du seul ressort des gouvernements nationaux. Les grandes entreprises technologiques sont fortement impliquées dans l'extraction de données et la géolocalisation de ceux qui ont été testés positifs au virus (parfois sans leur consentement).

Mais cette même crise nous a montré qu'un autre avenir est à portée de main. En réponse à la pandémie, le gouvernement portugais a par exemple déclaré que tous les immigrants se trouvant déjà sur son territoire – y compris les demandeurs d'asile – bénéficieraient des mêmes droits que les citoyens en matière de « santé, de sécurité sociale et de stabilité de l'emploi et du logement, ce qui constitue le devoir d'une société solidaire en temps de crise ». Ici, le fait de partager les mêmes risques au même endroit a créé du même coup un sentiment de destin commun.

Lorsque le jour viendra où nous pourrons mieux combattre ce virus mortel, il restera à remédier à ses effets néfastes et à ses facteurs d'exclusion.



Écrire pour éclairer la nuit

Le monde qui vient sera différent de celui que nous avons connu. Il sera plus bienveillant pour ce qui nous est inconnu et plus respectueux vis-à-vis des espèces vivantes, prédit la poétesse Zhai Yongming.

Zhai Yongming

Poétesse chinoise reconnue, Zhai Yongming a reçu de nombreuses récompenses internationales, notamment le prix littéraire international Ceppo Pistoia et le Northern California Book Awards. Depuis la parution de sa suite de poèmes *Femmes* dans les années 1980, elle a publié une dizaine d'anthologies poétiques et huit séries d'essais. Ses œuvres sont traduites dans de nombreuses langues.

Lorsqu'une catastrophe survient, la littérature ne devrait exprimer ni éloge hâtif ni critique inconsidérée. Elle devrait se concentrer sur les individus. Parler de leurs émotions réelles et partager les réflexions qu'inspire ce drame. Les êtres humains doivent apprendre à révéler l'inconnu, à respecter la vie, à s'éloigner des préjugés et des pensées manichéennes. Ainsi, les peuples du monde connaîtront-ils sans doute plus de liberté et de tolérance quand la pandémie s'éteindra.

Depuis *Femmes*, le recueil que j'ai composé dans les années 1980, la plupart de mes poèmes tirent leur inspiration du réel et de ce qui se passe dans la société. J'espère donc

que ceux que j'ai écrits pendant la pandémie n'aient pas jailli sur un coup de tête, ou simplement pour attirer l'attention. J'attends d'eux qu'ils expriment les pensées et les sentiments concrets qu'elle inspire. Pour moi, l'écrivain doit dire comment il voit les choses, et ne pas se contenter de slogans.

En tant que forme particulière d'expression littéraire, la poésie naît dans les profondeurs d'un cœur intensément ému. En des temps pareils, elle devrait parler des souffrances des gens et de leur résistance face à la catastrophe. Elle devrait provoquer la réflexion.

Le poète ou la poétesse doit se consacrer à bâtir une société juste et à protéger l'environnement. S'il fuit la réalité, ou ne parvient pas à dire ce qu'il pense à propos du monde, il ne joue pas le rôle qui devrait être le sien.

L'écriture féminine comme alternative

Dans les catastrophes, les femmes ont souvent fait preuve de bravoure, de courage et de détermination. Pendant la pandémie

“ Le poète ou la poétesse doit se consacrer à bâtir une société juste et à protéger l'environnement ”

Photo de Zhai Yongming se promenant dans une ferme de la cité d'eau de Xitang près de Shanghai.

© Jie Mo



de Covid-19, une jeune femme nommée Deng Ge a organisé une « brigade d'anges » après le verrouillage de Wuhan, pour livrer des marchandises aux hôpitaux, soigner les sans-abri, aider les patients à trouver des lits d'hôpital et distribuer chaque jour des repas gratuits au personnel soignant. Elle l'a fait de sa propre initiative, risquant sa vie, bravant dangers et pressions. Elle n'a pas été la seule : de nombreuses femmes de Wuhan ont fait leur part en silence en tant que bénévoles.

L'écriture féminine est un sujet qui trouve aujourd'hui toute sa pertinence. Ainsi, pendant l'épidémie, Ruoshuiyin, à la fois poétesse et infirmière en première ligne, a couché dans ses poèmes largement salués par le public ce que vivaient et ressentaient réellement les personnels de santé. Son écriture est irremplaçable, car le personnage qu'elle dépeint est celui d'un journaliste envoyé sur le champ de bataille, témoin direct de ce qui s'est réellement passé en tous points de la ligne de front.

En réalité, les femmes jouent déjà leur rôle dans des contextes ou des domaines publics. Elles occupent des postes où elles doivent déployer de grands efforts pour

assumer des tâches considérées comme étant l'affaire des hommes et prouver que rien ne s'oppose à ce qu'elles soient accomplies par des femmes.

L'écriture féminine n'a rien de physiologique, c'est une nouvelle perspective qui s'affranchit du discours et de la pensée aveugle des hommes. La voix féminine ne se contente pas de remplir des blancs ou de compléter la parole masculine, elle offre une alternative au système esthétique existant.

Certaines écrivaines semblent être vouées à se libérer pleinement des entraves de leur genre, ce qui, selon moi, signifie qu'elles ne craignent pas d'être étiquetées et qu'elles sont capables de rester optimistes. Leur travail est comme une lumière brillant au milieu des ténèbres. Je préfère parler de « nuit claire » pour décrire cette obscurité avec l'ambition et la bienveillance des femmes.

Avenir incertain

La pandémie a assombri les perspectives prometteuses d'un monde de sécurité et de liberté. Nous allons devoir vivre pendant longtemps dans l'incertitude de l'avenir. Il se peut qu'aucun prophète

ne vienne nous guider. Y aura-t-il plus de liberté et de tolérance dans le monde lorsque nous aurons enfin surmonté cette épreuve ?

Si nous voulons parvenir à cette liberté et à cette tolérance, nous devons nous garder des préjugés et des pensées manichéennes, et renoncer à notre habitude de dénigrer ce que nous ignorons ou connaissons mal. Après la pandémie, le monde devrait être moins nocif : l'homme respecterait davantage les autres espèces vivantes et les peuples seraient plus tolérants entre eux. Comme le monde change constamment, et malgré tous les efforts de l'espèce humaine pour le maîtriser grâce aux nouvelles technologies, la nature suit son propre cours, et nous n'avons aucune chance de l'assujettir. Nous ne pouvons que nous montrer plus respectueux devant l'inconnu et bienveillants à l'égard de toutes les espèces vivantes.

ZOOM



Carnets de voyages immobiles



Photos : Douze photographes du projet Women Photograph The Journal

Texte : Katerina Markelova, UNESCO

Isolement, perte de revenu, charges domestiques écrasantes : les femmes photographes ont subi de plein fouet les effets du confinement imposé pour endiguer la pandémie de Covid-19. Face à cette situation inédite, elles sont plus de 400 à s'être réunies au sein d'un projet collaboratif unique, The Journal, né spontanément à la mi-mars suite à un appel lancé sur Facebook par la communauté Women Photograph. Depuis 2017, ce réseau qui compte plus de 1 000 membres répartis dans une centaine de pays s'est donné pour vocation d'augmenter la présence des femmes photographes dans les médias.

Pendant des semaines, les femmes participant au projet The Journal ont rendu compte en images de leurs vies confinées. De Bangkok à Kampala, en passant par Beijing, Tbilissi ou Mexico, elles offrent un récit très personnel, poétique, mélancolique ou teinté d'humour, de leur assignation à résidence. Cette plongée dans leur intimité donne à voir ce moment paradoxal, vécu collectivement mais chacun chez soi.

Ce regard de femmes, revendiqué comme tel, est rare dans un milieu où la sous-représentation des femmes photojournalistes est criante. « Le métier compte de très nombreuses femmes, mais elles ne bénéficient pas d'un accès équitable à l'emploi », explique Daniella Zalcman, fondatrice de Women Photograph. Le collectif, qui recense les données sur la parité dans le photojournalisme, rappelle que seules 29,5 % des photos publiées dans le *New York Times* en 2019 ont été prises par des femmes. Dans *Le Monde* et *The Guardian*, ce chiffre dépasse à peine 10 %. La crise risque de creuser encore les inégalités.

Parmi les photographes membres du réseau Women Photograph, pour la plupart indépendantes, 96 % déclarent avoir été financièrement affectées par la crise sanitaire. Le collectif a mis en place un fonds d'urgence baptisé Women Photograph Emergency Fund pour leur venir en aide.

NAZIK ARMENAKYAN, EREVAN, ARMÉNIE.

11^e jour d'isolement. Autoportrait au cerisier en fleur dans l'arrière-cour de notre bureau. Venue en voiture prendre quelques affaires importantes. Plus de 10 jours maintenant que notre bureau est fermé.

➤ **YAN CONG, BEIJING, CHINE.**

Le 3^e jour de ma quatorzaine dans une chambre d'hôtel de Beijing, je commence à prendre des photos par le judas de la porte. Pendant tout ce temps, je n'ai pas le droit de sortir de ma chambre, et mes repas sont déposés devant ma porte afin d'éviter tout contact personnel direct. Le judas est devenu mon seul moyen d'observer le dispositif de confinement.



🕒 **TARINA RODRIGUEZ, PANAMA CITY.**

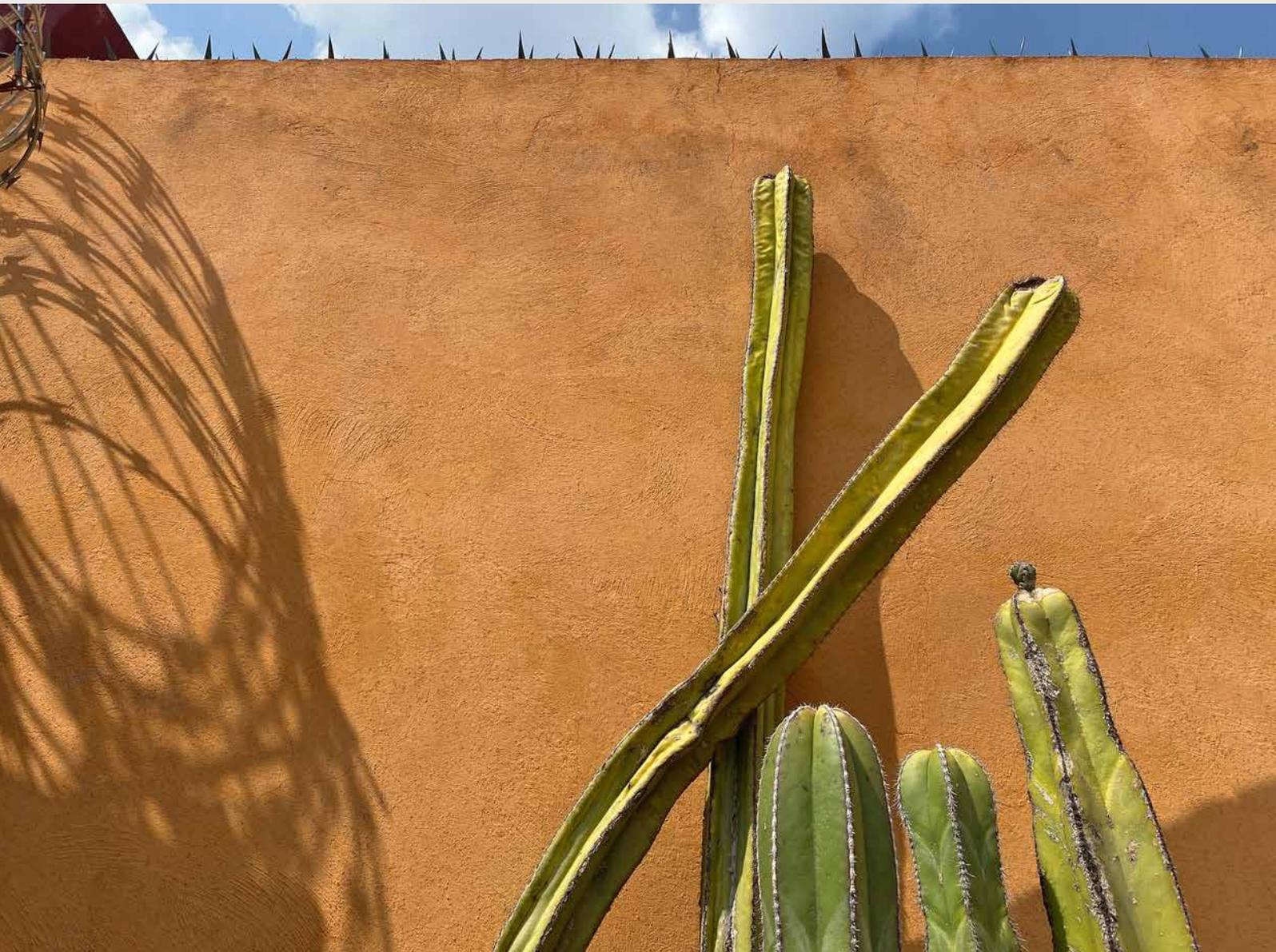
Quand au quotidien l'anormal devient normal. Voici ce que l'on voit en entrant chez moi.



ELISABETTA ZAVOLI, RIMINI, ITALIE. « *Et dans l'obscurité je peux trouver les couleurs* » est un projet photo participatif que je mène en Italie avec mes deux fils, Davide, 11 ans, et Giovanni, 8 ans. Ils ont compris que derrière la grille de notre jardin circule une grave épidémie mondiale. Cela suscite chez eux une foule de questions, de peurs et de fantasmes. Pour y faire face, nous avons décidé de créer un monde de rêves, grâce au lien avec la campagne qui nous entoure, pour y forger notre imaginaire au milieu de l'obscurité la plus totale en illuminant la scène, chaque nuit, avec différentes sources de lumière.



➔ **SAUMYA KHANDELWAL,**
NEW DELHI, INDE. Cette photo
montre mon grand-père, Mahesh
Kumar Khandelwal, en train de se
raser dans sa chambre baignée
de soleil à Lucknow, en Inde,
le 22 mars. Nous avions vendu
la vieille demeure familiale où
cette photo a été prise, et devons
déménager quelques jours plus tard,
quand le confinement a retardé nos
projets. En attendant, je savoure
le supplément de temps qui m'est
accordé dans la maison où j'ai grandi.





📍 KHADIJA FARAH, NAIROBI, KENYA. *Il m'arrive certains jours de me réveiller en forme. Ces jours-là, j'ai assez d'énergie pour me faire un masque de beauté, me vernir les ongles, discuter avec mes amis d'autres sujets que le virus. Ces bons jours sont devenus plus fréquents et je me sens progressivement redevenir moi-même.*

📍 JANET JARMAN, MEXICO.

À Mexico, où j'habite, la sécurité s'est beaucoup détériorée ces dernières années, ajoutant un stress supplémentaire à la crise sanitaire. Je sais que je ne suis pas la seule.



📍 IMAN AL-DABBAGH, DJEDDAH, ARABIE SAOUDITE. *Zahra et Samer devaient aller célébrer leur union dans un complexe hôtelier égyptien. Ils se sont finalement mariés tranquillement à la maison.*





DARO SULAKAURI, TBILISSI, GÉORGIE. *Ma tante est enseignante en première année d'école primaire. La technologie n'était pas son fort, mais elle s'est jetée à l'eau. Grâce à Zoom, elle fait tous les jours la classe depuis sa chambre à une bonne quinzaine d'élèves. Je l'adore!*

ALEJANDRA CARLES-TOLRA, LONDRES, ROYAUME-UNI. *Confinée chez moi, mais bien décidée à rester inspirée et positive, j'ai entamé un voyage autour de mon appartement londonien pour observer les jeux de lumière venus de l'extérieur. Puis j'ai décidé de représenter les objets essentiels qui m'accompagnent pendant cette période, sous la belle lumière qui préserve ma santé mentale.*



📍 **WATSAMON « JUNE » TRI-YASAKDA, BANGKOK, THAÏLANDE.** *En attendant les commandes des restaurants, qui n'ont le droit que de livrer ou servir des plats à emporter, les livreurs s'exercent à la distanciation sociale.*



📍 **SUMY SADURNI, KAMPALA, OUGANDA.** Grièvement blessée dans un accident à Kampala, Alicia (à droite) était déjà confinée avant la pandémie. Danny (à gauche), qui est en train de cuisiner de la chèvre sur un fourneau de plein air, est son colocataire, son ami et son garde-malade. Maintenant qu'ils sont tout le temps à la maison, ils passent leurs journées à concocter des gâteaux et des petits plats, à se détendre et à reprendre des forces.

IDÉES

Ces microbes et virus qui font l'histoire

Épidémies et pandémies ne sont pas un phénomène nouveau. Lèpre, peste, choléra ou variole ont laissé leur empreinte meurtrière dans l'histoire de l'humanité. Elles ont aussi conduit l'homme à s'interroger sur lui-même et sont à l'origine de certaines avancées.

Ana María Carrillo Farga

Historienne de la médecine, experte en pandémies et professeure au département de santé publique de l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM).

Qu'elles soient liées à des maladies bactériennes, comme la peste bubonique ou le choléra, ou à des virus, comme la variole, la grippe ou le VIH/sida, les épidémies, qui se caractérisent par une propagation rapide et un taux de mortalité élevé, jalonnent l'histoire de l'humanité depuis l'Antiquité.

À l'origine d'un nombre considérable de morts, parfois même de catastrophes démographiques, elles ont parfois infléchi le cours de l'histoire.

La peste d'Athènes, qui frappa la ville entre 430 et 426 avant J.-C., a ainsi certainement précipité la chute de la cité assiégée. Les populations des empires incas ou aztèques furent décimées par les germes de la variole apportés par les conquistadors espagnols au XVI^e siècle. De nombreux historiens considèrent que la grippe espagnole a contribué à accélérer la fin de la Première Guerre mondiale.

La méconnaissance des maladies qui provoquent ces épidémies et leurs modes de contamination a conduit très tôt les autorités à prendre les seules mesures sanitaires possibles pour en limiter la contagion : l'isolement des malades dès le VIII^e siècle pour faire barrage à la lèpre, puis le confinement au XIV^e siècle alors que sévissait la peste. En mer, les cadavres des personnes contaminées qui mouraient à bord étaient jetés à la mer. C'est à Raguse, actuelle Dubrovnik, au XIV^e siècle, puis à Venise, au XV^e siècle, qu'ont été prises les premières mesures d'isolement sanitaire forcé. Les deux cités imposent alors aux navires un isolement de plusieurs semaines. Cette mesure se généralise dans les ports importants tels que Gênes, Naples en Italie ou Marseille en France.

Recherche de bous émissaires

Les conséquences de telles mesures étaient très défavorables au commerce. Comme la peste justinienne (VI^e-VIII^e siècle), la peste noire au Moyen Âge a largement perturbé les voies de négoce traditionnelles. Le bassin méditerranéen a été délaissé au profit de la région des Flandres, qui devient un lieu d'échanges de premier ordre en Europe. De fait, la volonté de ne pas porter atteinte au commerce a pesé très lourdement dans la gestion des épidémies, retardant souvent de manière dramatique la prise de mesures destinées à freiner leur propagation. Il n'était pas rare même que les commerçants ou les responsables politiques tentent de cacher leur existence.



L'histoire des épidémies est aussi marquée par l'émergence de mouvements populaires à l'encontre de certains groupes sociaux accusés d'être à l'origine de la maladie.

Les pertes en vies humaines, massives, simultanées et subites, généraient un tel sentiment de peur et de désarroi qu'il a entraîné la recherche de coupables, les plus pauvres ou les populations marginalisées le plus souvent, à l'encontre desquels étaient commis des actes de discrimination.

Les pandémies semaient le deuil à grande échelle, frappant des familles et des villages entiers. On estime que la peste noire qui a frappé l'Europe au milieu du XIV^e siècle aurait fait entre 25 et 40 millions de victimes, soit un tiers à la moitié de la population de l'époque. Il fallut plus de deux siècles à l'Europe pour retrouver sa population antérieure. La grippe espagnole de 1918 aurait quant à elle causé la mort de 50 millions de personnes dans le monde. Il est difficile d'imaginer l'état d'abattement que cette pandémie a dû causer au sortir de la Première Guerre mondiale.

Confrontant l'homme à la mort et à l'inexpliqué, ces catastrophes l'ont conduit à méditer sur sa condition. Elles ont également été moteur de progrès dans la recherche de traitements et de mesures préventives. Si la médecine en est encore à ses balbutiements à la fin du Moyen Âge, certaines mesures d'hygiène commencent à s'imposer. Dès le XIV^e siècle, on change le linge des malades. Après l'épidémie de choléra qui frappe Londres au milieu du XIX^e siècle, les autorités surveillent l'approvisionnement en eau.

Émergence de politiques de santé publique

La succession d'épidémies meurtrières a conduit de nombreux pays à comprendre qu'il était plus coûteux de traiter une crise sanitaire que de la prévenir. Le choléra, maladie sociale par excellence, a ainsi mis en lumière les conditions déplorables dans lesquelles vivaient et travaillaient la majeure partie des habitants de la planète. La nécessité de mettre en œuvre des politiques de santé à long terme s'est progressivement imposée pour promouvoir des mesures d'hygiène, adopter des codes sanitaires et mener des recherches sur la cause des maladies et leur prophylaxie.

Les maladies ne respectant pas les frontières, la coopération internationale en santé publique s'est développée dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. Elle s'est traduite par une série de conférences et la rédaction de conventions sanitaires internationales.

Malades atteints de la grippe espagnole à l'hôpital de campagne n° 29 de l'armée américaine à Hollerich, Luxembourg, 1918.

© Public Domain / U.S. Department of Defense



“ Confrontant l'homme à la mort et à l'inexpliqué, ces catastrophes l'ont conduit à méditer sur sa condition ”

Pour tenter d'éviter la propagation des épidémies, notamment du choléra et de la peste, en limitant le plus possible les entraves au commerce et à la libre circulation des personnes, douze États européens organisent à Paris en 1851 la première Conférence sanitaire internationale. Elle aboutit à un projet de Convention sanitaire internationale, accompagné d'un règlement international concernant la peste, la fièvre jaune et le choléra. Des conférences similaires se succèdent mais il faudra attendre 1903 pour qu'une Convention sanitaire internationale soit adoptée et la seconde moitié du XX^e siècle pour que l'Organisation mondiale de la santé soit créée, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Si la circulation de microbes ou de virus est à l'origine des épidémies, elle ne suffit pas à les expliquer : bien souvent, elles sont aussi le fruit de crises environnementales, alimentaires, migratoires, sanitaires, économiques ou politiques. Les épidémies agissent comme un facteur aggravant de crises préexistantes, provoquées souvent par la guerre et la famine.

La pandémie actuelle ne fait pas exception. Elle marque la crise d'un mode de vie. Les études scientifiques montrent que c'est la dégradation systématique de la nature qui constitue la cause profonde de la pandémie du Covid-19 : l'élevage industriel d'animaux et la déforestation notamment. Cette dernière exerce une pression insoutenable sur les habitats, obligeant les animaux à se déplacer et favorisant le passage d'agents pathogènes d'une espèce à l'autre, à l'image de ce qui s'est produit avec les virus Ebola et Zika.

Les épidémies soumettent l'humanité à une épreuve de deuil collectif, mais l'histoire montre qu'elles ont toujours une fin : au sortir de chacune d'entre elles, l'humanité a été capable de se réinventer et d'accomplir certaines avancées. La pandémie actuelle pourrait de la même manière déboucher sur un monde plus respectueux de l'environnement et de la vie humaine.

NOTRE INVITÉ

L'historien israélien Yuval Noah Harari, auteur de *Sapiens. Une brève histoire de l'humanité*, analyse dans *Le Courrier de l'UNESCO* ce que peuvent être les conséquences de la crise sanitaire actuelle et plaide pour un renforcement de la coopération scientifique internationale et un partage des informations entre les pays.

● **En quoi cette crise sanitaire majeure est-elle différente des crises passées et que nous apprend-elle ?**

À vrai dire, je ne suis pas sûr qu'il s'agisse de la pire menace sanitaire mondiale à laquelle nous ayons été confrontés. L'épidémie de grippe de 1918-1919 a été pire, celle du sida a probablement été pire et des pandémies qui ont sévi à d'autres époques également. En réalité, elle est plutôt bénigne comparée à d'autres pandémies. Au début des années 1980, si on contractait le sida, on mourait. La peste noire [qui a ravagé l'Europe entre 1347 et 1351] a décimé entre un quart et la moitié des populations affectées. La grippe de 1918 a tué plus de 10 % de la population totale de certains pays. Le Covid-19 tue quant à lui moins de 5 % des personnes infectées, et, à moins qu'une mutation dangereuse ne se produise, il est peu probable qu'il tue plus de un pour cent de la population de n'importe quel pays.

De plus, nous disposons aujourd'hui de tous les outils technologiques et des connaissances scientifiques nécessaires pour vaincre cette épidémie, ce qui n'était pas le cas autrefois. Par exemple, la population était complètement démunie face à la peste noire. Elle n'a jamais découvert ce qui la tuait et comment se protéger. En 1348, la faculté de médecine de l'Université de Paris croyait que l'épidémie était due à un fâcheux événement astrologique, à savoir « la conjonction majeure de trois planètes dans le Verseau [provoquant] une corruption mortelle de l'air » (citation extraite de l'ouvrage *The Black Death* de Rosemary Horrox, Manchester University Press, 1994, p. 159).

Au contraire, quand le Covid-19 est apparu, les scientifiques n'ont mis que deux semaines à identifier le virus responsable de l'épidémie, séquencer la totalité de son génome et développer des tests fiables de dépistage de la maladie. Nous savons ce qu'il faut faire pour stopper la propagation de cette épidémie. Il est probable que d'ici un an ou deux nous disposons également d'un vaccin.

Mais le Covid-19 n'est pas seulement une crise sanitaire. Il est aussi à l'origine d'une crise économique et politique majeure. J'ai moins peur du virus que des démons intérieurs de l'humanité : la haine, l'avidité et l'ignorance. Si les gens accusent les étrangers et les minorités d'être responsables de l'épidémie, si les entreprises avides de profits ne se soucient que de leurs bénéfices et si nous croyons à toutes sortes de théories du complot, il sera bien plus difficile de venir à bout du coronavirus, et nous vivrons ensuite dans un monde empoisonné par cette haine, cette avidité et cette ignorance. En revanche, si nous avons recours à la solidarité et à la générosité internationales pour lutter contre l'épidémie et si nous



Yuval Noah Harari :

« Chaque crise est aussi une opportunité »



© courtesy of Yuval Noah Harari

faisons confiance à la science plutôt qu'aux théories du complot, je suis convaincu que nous pourrions non seulement surmonter la crise, mais aussi en sortir bien plus forts.

● **Dans quelle mesure la distanciation sociale pourrait-elle devenir la norme ? Quel effet cela aura-t-il sur les sociétés ?**

Il est indispensable d'appliquer certaines mesures de distanciation sociale pendant la durée de la crise. Le virus se propage en exploitant nos instincts humains les plus nobles. Nous sommes des animaux sociaux. Nous aimons le contact, en particulier pendant les périodes difficiles. Lorsque des membres de notre famille, des amis ou des voisins sont malades, nous ressentons de la compassion et nous voulons les aider. Le virus utilise cela contre nous. C'est ainsi qu'il se propage. C'est pourquoi nous devons suivre notre raison plutôt que notre cœur et réduire nos contacts malgré les difficultés que cela implique. Le virus est une information génétique dépourvue de raison, alors que nous, les humains, nous sommes capables d'analyser la situation de manière rationnelle et de modifier notre comportement. Je pense qu'une fois que nous serons sortis de la crise, nous ne constaterons pas d'effets à long terme sur nos instincts humains de base. Nous continuerons d'être des animaux sociaux. Nous continuerons d'aimer le contact. Nous continuerons d'aller aider notre famille et nos amis.

Regardez par exemple ce qui s'est passé avec la communauté LGBT [lesbienne, gay, bisexuelle et transgenre] suite à l'épidémie du sida. Cette épidémie a été terrible pour les homosexuels qui, pour beaucoup, ont été complètement abandonnés par l'État. Et pourtant, l'épidémie n'a pas provoqué la désintégration de cette communauté. Bien au contraire. Au plus fort de la crise, des bénévoles LGBT avaient déjà créé de nombreuses organisations pour venir en aide aux malades, diffuser des informations fiables et lutter pour l'obtention de droits politiques. Dans les années 1990, une fois passées les pires années de l'épidémie du sida, la communauté LGBT était bien plus forte qu'auparavant dans de nombreux pays.

● **Selon vous, comment se dessinera la coopération en matière scientifique et en matière d'information à l'issue de la crise ? L'UNESCO a été créée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale pour promouvoir la coopération scientifique et intellectuelle via la libre circulation des idées. La « libre circulation des idées » et la coopération peuvent-elles en sortir renforcées ?**

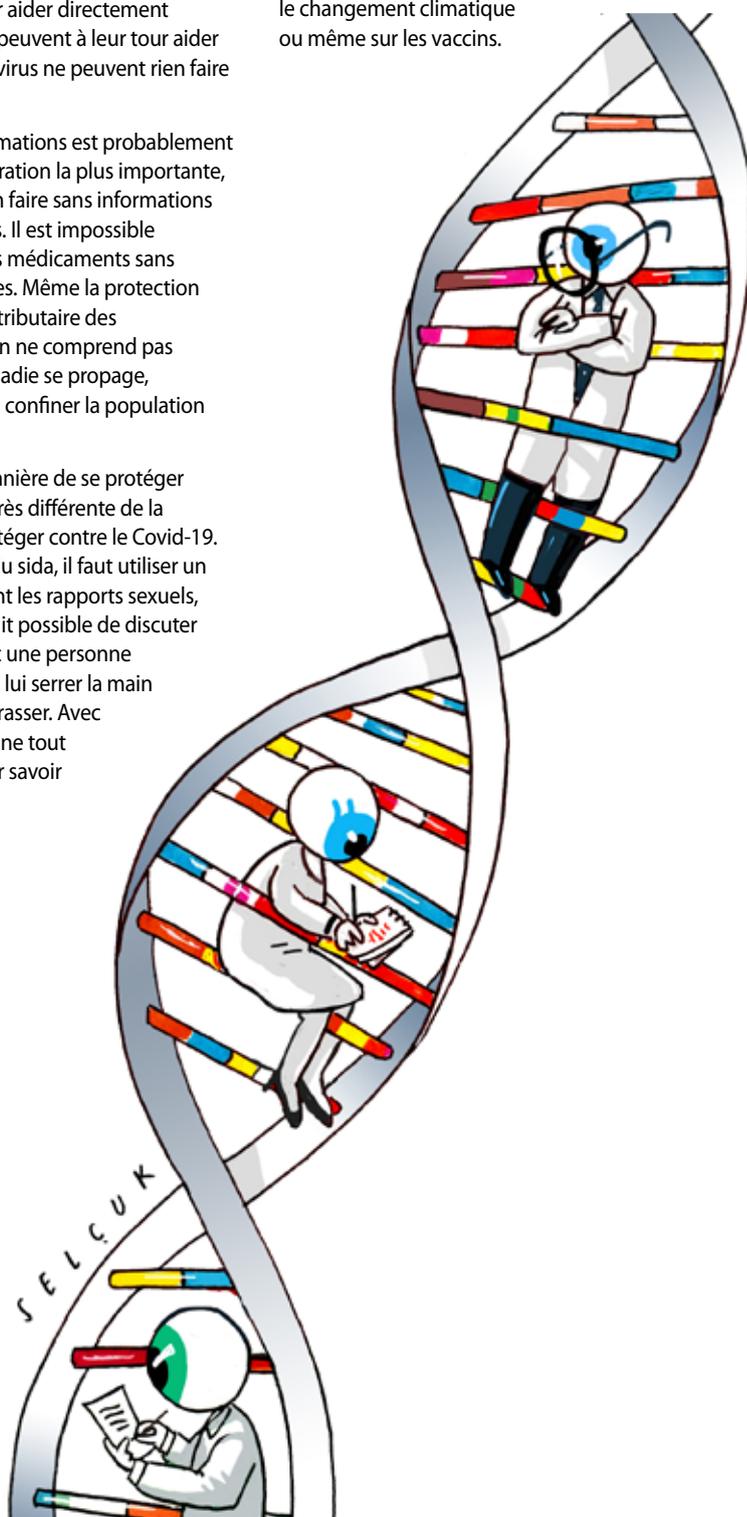
Notre principal avantage face au virus, c'est notre capacité à coopérer efficacement. Un virus en Chine et un virus aux États-Unis ne peuvent pas échanger des conseils sur la manière d'infecter les humains. Mais la Chine peut partager avec les États-Unis de précieux enseignements sur le coronavirus et la manière de le combattre. Elle peut même envoyer des experts et des équipements pour aider directement les États-Unis, qui peuvent à leur tour aider d'autres pays. Les virus ne peuvent rien faire de tel.

Le partage d'informations est probablement la forme de coopération la plus importante, car on ne peut rien faire sans informations exactes et précises. Il est impossible de développer des médicaments sans informations fiables. Même la protection contre le virus est tributaire des informations. Si l'on ne comprend pas comment une maladie se propage, comment peut-on confiner la population pour se protéger ?

Par exemple, la manière de se protéger contre le sida est très différente de la manière de se protéger contre le Covid-19. Pour se protéger du sida, il faut utiliser un préservatif pendant les rapports sexuels, mais il est tout à fait possible de discuter en face à face avec une personne séropositive ou de lui serrer la main et même de l'embrasser. Avec le Covid-19, c'est une toute autre histoire. Pour savoir

comment se protéger d'une épidémie, il faut d'abord disposer d'informations fiables sur la cause de cette épidémie. S'agit-il d'un virus ou d'une bactérie ? Se transmet-elle par voie sanguine ou par voie respiratoire ? Est-elle dangereuse pour les enfants ou pour les personnes âgées ? Existe-t-il une seule souche du virus ou plusieurs souches mutantes ?

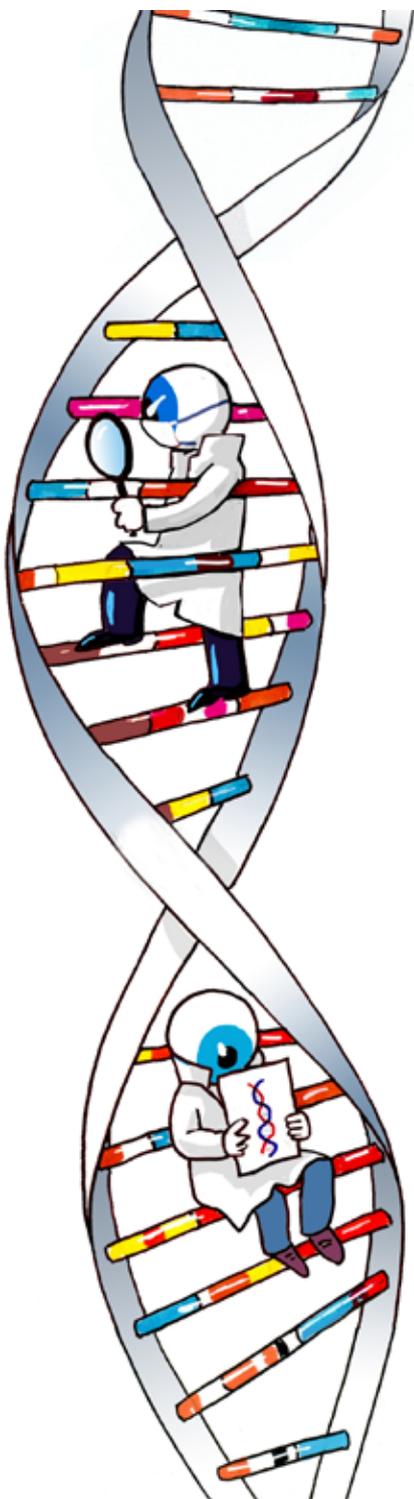
Ces dernières années, des dirigeants autoritaires et populistes ont cherché non seulement à empêcher la libre circulation des informations, mais aussi à saper la confiance du public envers la science. Certains responsables politiques ont décrit les scientifiques comme une sinistre élite coupée de la population. Ils ont exhorté leurs partisans à ne pas croire ce que les scientifiques affirmaient sur le changement climatique ou même sur les vaccins.



Illustrations : © Selçuk Demirel

Aujourd'hui, il devrait être évident pour tout le monde que ces discours populistes sont extrêmement dangereux. En période de crise, il est nécessaire que les informations circulent librement et que la population fasse confiance aux experts scientifiques plutôt qu'aux démagogues politiques.

Heureusement, dans la situation présente, on observe que la plupart des gens se tournent vers la science. L'Église catholique demande à ses fidèles de ne pas fréquenter les églises. Israël a fermé ses synagogues. La République islamique d'Iran sanctionne tous ceux qui se rendent dans les mosquées. Les temples et les sectes en tous genres ont suspendu les cérémonies publiques. Et tout cela parce que des scientifiques ont fait des calculs et recommandé de fermer ces lieux de culte.



“ Si l'on souhaite bénéficier d'informations scientifiques fiables en période de crise, il faut investir dans ce domaine en temps normal ”

J'espère que les gens se souviendront de l'importance des informations scientifiques après la fin de la crise. Si l'on souhaite bénéficier d'informations fiables en période de crise, il faut investir dans ce domaine en temps normal. Les informations scientifiques ne tombent pas du ciel et ne germent pas non plus dans l'esprit de génies. Elles dépendent de l'existence d'institutions indépendantes comme les universités, les hôpitaux et les journaux. Des institutions qui non seulement recherchent la vérité, mais sont également libres de dire la vérité à la population, sans avoir peur d'être sanctionnées par un régime autoritaire. Il faut des années pour asseoir ce genre d'institutions, mais cela en vaut la peine. Une société qui fournit des informations scientifiques fiables à ses citoyens et qui est soutenue par des institutions indépendantes fortes peut lutter bien plus efficacement contre une épidémie qu'une dictature brutale qui doit contrôler en permanence une population ignorante.

Par exemple, comment faire en sorte que des millions de personnes se lavent les mains avec du savon tous les jours ? On peut placer un policier ou une caméra dans toutes les toilettes et sanctionner les gens qui ne se lavent pas les mains. Mais on peut aussi apprendre aux écoliers ce que sont un virus et une bactérie, expliquer que le savon permet d'éliminer ou de tuer ces pathogènes, puis faire confiance aux gens pour qu'ils se forgent leurs propres opinions. D'après vous, quelle est la méthode la plus efficace ?

● **Quelle peut être l'importance de la coopération entre les pays pour diffuser des informations fiables ?**

Les pays doivent partager des informations sur les questions strictement médicales, mais aussi sur de nombreux autres sujets, qui vont de l'impact économique de la crise à la santé mentale des citoyens. Supposons que le pays X débâte actuellement du type de politique de confinement à adopter.

Il doit prendre en compte non seulement la propagation de la maladie, mais aussi les coûts économique et psychologique du confinement. D'autres pays ont déjà été confrontés à ce dilemme auparavant et ont testé différentes politiques. Au lieu de se fonder sur de pures spéculations et de répéter les erreurs commises, le pays X peut examiner quelles ont été les conséquences réelles des différentes politiques adoptées en Chine, en République de Corée, en Suède, en Italie et au Royaume-Uni. Il peut ainsi prendre de meilleures décisions. Il faut toutefois pour cela que l'ensemble de ces pays rendent compte honnêtement du nombre de cas et de décès, mais aussi de l'impact du confinement sur leur économie et la santé mentale de leurs citoyens.

● **L'émergence de l'intelligence artificielle et le besoin de solutions techniques ont fait entrer en jeu des entreprises privées. Dans ce contexte, est-il encore possible de concevoir des principes éthiques mondiaux et de restaurer la coopération internationale ?**

L'implication d'entreprises privées rend encore plus importante la conception de principes éthiques mondiaux et la restauration de la coopération internationale. Sachant que certaines de ces entreprises sont peut-être davantage motivées par le profit que par la solidarité, il est nécessaire qu'elles soient scrupuleusement réglementées. Même les entreprises qui agissent sans but lucratif n'ont pas à rendre de comptes directement au public. Il est donc dangereux de leur permettre d'accumuler trop de pouvoir.

Cela est d'autant plus vrai en matière de surveillance. Nous assistons actuellement à la création de nouveaux systèmes de surveillance à travers le monde, aussi bien par des États que par des entreprises. La crise actuelle pourrait marquer un tournant majeur dans l'histoire de la surveillance. Tout d'abord parce

qu'elle pourrait légitimer et normaliser le déploiement massif d'outils de surveillance dans des pays qui les ont rejetés jusque-là. La deuxième raison est encore plus importante : cette crise pourrait entraîner une transition radicale de la surveillance « sur la peau » à la surveillance « sous la peau ».

Par le passé, les gouvernements et les entreprises surveillaient principalement nos actes, en contrôlant les endroits où nous nous rendions et les personnes que nous rencontrions. Aujourd'hui, ils s'intéressent davantage à ce qui se passe à l'intérieur de notre corps : notre état de santé, notre température, notre tension artérielle. Ce genre d'informations biométriques permet aux gouvernements et aux entreprises d'en savoir bien plus sur nous qu'auparavant.

● **Pourriez-vous nous donner quelques exemples de principes éthiques qui pourraient guider la réglementation de ces systèmes de surveillance ?**

Dans l'idéal, le fonctionnement du système de surveillance devrait être assuré par une autorité sanitaire spéciale plutôt que par une entreprise privée ou les services de renseignement. Cette autorité sanitaire devrait se concentrer sur la prévention des épidémies et n'avoir aucun intérêt commercial ou politique. Je suis particulièrement alarmé quand j'entends les gens comparer la crise actuelle à la guerre et appeler les services de renseignement à prendre le contrôle. Ce n'est pas une guerre, mais une crise sanitaire. Il n'y a pas d'ennemis humains à tuer, mais des personnes à soigner. L'image dominante qu'on a de la guerre, c'est celle d'un soldat pointant un fusil. Dans la situation actuelle, l'image qui doit nous

venir à l'esprit, c'est celle d'une infirmière qui change des draps dans un hôpital. Les soldats et les infirmières ont un mode de pensée très différent. Si l'on veut donner le contrôle à quelqu'un, ce n'est pas à un soldat qu'il faut le faire, mais à une infirmière.

L'autorité sanitaire en question devrait collecter le minimum de données nécessaires à la tâche spécifique de prévention des épidémies et ne pas partager ces données avec d'autres organes gouvernementaux, en particulier la police. Elle ne devrait pas non plus partager ces données avec des entreprises privées. Elle devrait s'assurer que les données collectées sur des individus ne sont jamais utilisées pour nuire à ces individus ou les manipuler (qu'elles n'entraînent pas de perte d'emploi ou d'assurance, par exemple).

L'autorité sanitaire pourrait mettre ces données à la disposition de la recherche scientifique, mais seulement si les fruits de cette recherche sont librement mis à disposition de l'humanité et si les éventuels profits accessoires obtenus sont réinvestis dans l'amélioration des systèmes de santé publique.

En contrepartie à ces limitations au partage de données, les individus devraient pouvoir bénéficier d'un contrôle maximal des informations les concernant. Ils devraient être libres de consulter leurs données personnelles et d'en bénéficier.

Enfin, bien qu'il soit probable que ces systèmes de surveillance soient de caractère national, il serait nécessaire que les différentes autorités sanitaires coopèrent entre elles pour vraiment réussir à prévenir les épidémies. Sachant que les pathogènes ne respectent pas les frontières nationales, il sera difficile

de détecter et de stopper les épidémies sans combiner les données de différents pays. Il serait beaucoup plus facile pour ces autorités nationales de coopérer à l'échelle mondiale si la surveillance nationale était exercée par une autorité sanitaire indépendante dépourvue d'intérêts politiques et commerciaux.

● **Vous avez affirmé avoir récemment observé une détérioration rapide de la confiance envers le système international. Selon vous, quels changements profonds peuvent affecter la coopération multilatérale ?**

Je ne peux prédire le futur, car il dépend des choix que nous faisons maintenant. Les pays peuvent choisir d'entrer en concurrence pour mettre la main sur des ressources rares et mener une politique égoïste et isolationniste, ou bien ils peuvent choisir de s'entraider dans un esprit de solidarité mondiale. Ce choix définira le cours de la crise actuelle et l'avenir du système international pour les années à venir.

J'espère que les pays choisiront la solidarité et la coopération. Nous ne pouvons pas stopper cette épidémie sans une coopération étroite entre les pays du monde entier. Même si un pays arrive à stopper l'épidémie sur son territoire pendant un certain temps, tant qu'elle continue à se propager ailleurs, elle peut revenir partout et même sous une forme plus grave, car les virus mutent en permanence. Une mutation du virus n'importe où dans le monde pourrait le rendre plus contagieux ou plus mortel, mettant en danger l'ensemble de l'humanité. Le seul moyen de nous protéger réellement, c'est d'aider à protéger tous les êtres humains.

Cela vaut également pour la crise économique. Si chaque pays ne défend que ses propres intérêts, nous entrerons dans une grave récession qui affectera le monde entier. Les pays riches comme les États-Unis, l'Allemagne et le Japon s'en sortiront d'une manière ou d'une autre. Mais les pays pauvres d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine risquent de s'effondrer totalement. Les États-Unis peuvent se permettre de déployer un plan de sauvetage de 2 000 milliards de dollars pour leur économie. Mais l'Équateur, le Nigeria ou le Pakistan n'ont pas les mêmes ressources. Nous avons besoin d'un plan de sauvetage économique mondial.

Malheureusement, le leadership mondial résolu dont nous avons besoin n'a pas encore fait son apparition. Les États-Unis, qui ont endossé le rôle de chef de file mondial pendant l'épidémie d'Ebola de 2014

“ Le fonctionnement du système de surveillance devrait être assuré par une autorité sanitaire spéciale sans aucun intérêt commercial ou politique ”



et la crise financière de 2008, ont abandonné cette responsabilité. L'administration Trump a très clairement fait comprendre qu'elle se préoccupait uniquement des États-Unis et a même abandonné ses alliés les plus proches en Europe occidentale. Même si les États-Unis décidaient maintenant d'élaborer un quelconque plan mondial, qui leur ferait confiance, qui suivrait leur exemple ? Qui soutiendrait un dirigeant dont le mot d'ordre est « Moi d'abord » ?

Mais chaque crise est aussi une opportunité. Espérons que cette épidémie aidera l'humanité à prendre conscience du grave danger que représente la désunion mondiale. Car si cette épidémie débouche sur le renforcement de la coopération internationale, ce sera une victoire non seulement contre le coronavirus, mais aussi contre tous les autres dangers qui menacent l'humanité, du changement climatique à la guerre nucléaire.

● ***Vous expliquez que les choix que nous faisons maintenant affecteront nos sociétés sur les plans économique, politique et culturel dans les années à venir. Quels sont ces choix et qui en sera responsable ?***

Nous sommes confrontés à de nombreux choix. Mais il ne s'agit pas seulement

de choisir entre l'isolationnisme nationaliste et la solidarité internationale. Il est également important de savoir si les citoyens soutiendront la montée des dictatures ou s'ils continueront de faire confiance à la démocratie pour affronter la crise. Si les gouvernements dépensent des milliards pour aider des entreprises en difficulté, sauveront-ils des grandes entreprises ou des petites entreprises familiales ? L'émergence du télétravail et de la communication en ligne entraînera-t-elle l'effondrement du syndicalisme ou favorisera-t-elle une meilleure protection des droits des travailleurs ?

Tous ces choix sont politiques. Nous devons être conscients du fait que la crise actuelle n'est pas seulement sanitaire, mais aussi politique. Les médias et les citoyens ne doivent pas se laisser complètement distraire par l'épidémie. Il est bien sûr important de suivre les dernières informations sur la maladie elle-même : combien de personnes sont mortes aujourd'hui ? Combien de personnes ont été infectées ? Mais il est tout aussi important de s'intéresser à la politique et d'inciter les responsables politiques à prendre les bonnes décisions. Les citoyens doivent faire pression sur leurs dirigeants pour qu'ils agissent dans un esprit de solidarité internationale, pour qu'ils coopèrent avec

d'autres pays plutôt que de les accuser, pour qu'ils distribuent les fonds de manière équitable, pour qu'ils préservent le contrôle et l'équilibre des pouvoirs démocratiques, même dans l'état d'urgence.

Et c'est maintenant qu'il faut faire cet effort. Quel que soit le gouvernement élu dans les prochaines années, il ne sera pas en mesure d'annuler les décisions prises aujourd'hui. Devenir président en 2021, ce sera comme arriver à une fête une fois qu'elle est finie, quand il ne reste que la vaisselle sale à laver. Devenir président en 2021, ce sera découvrir que le gouvernement précédent a déjà distribué des dizaines de milliards de dollars et crouler sous les dettes à rembourser. Le gouvernement précédent aura déjà restructuré le marché du travail et il ne sera pas possible de repartir de zéro. Le gouvernement précédent aura déjà introduit de nouveaux systèmes de surveillance, qui ne pourront pas être abolis du jour au lendemain. Alors, n'attendez pas 2021. Surveillez aujourd'hui les actions des dirigeants politiques.



DÉCRYPTAGE



© UNICEF / Daniele Volpe

Une crise de l'éducation sans précédent



Katerina Markelova

UNESCO

La crise de l'éducation provoquée par la fermeture des établissements scolaires et universitaires à travers le monde pour lutter contre la propagation de la pandémie de Covid-19 a atteint son pic à la mi-avril. Entre le 16 et le 19 avril, les écoles ont été fermées dans plus de 190 pays, affectant 1,57 milliard d'enfants et de jeunes, soit plus de 90 % d'apprenants. Tout au long de la crise sanitaire, l'UNESCO a assuré le suivi au niveau mondial de la situation en publiant sur son site la carte des fermetures d'établissements scolaires.

Le choix de l'enseignement numérique à distance, vers lequel s'est tournée la grande majorité des pays pour assurer la continuité de l'éducation, a rendu encore plus saillant le problème de la fracture numérique. 826 millions, soit la moitié, d'élèves et d'étudiants dans le monde ne disposent pas d'ordinateurs à leur domicile et 706 millions (43 %) ne sont pas connectés à Internet. Le manque de connectivité est particulièrement préoccupant en Afrique subsaharienne, où la proportion de jeunes n'ayant pas accès à Internet à la maison atteint 80 %.

Selon une récente enquête de l'UNESCO sur les mesures prises par 59 pays pour limiter les conséquences de la fermeture des écoles, seuls 58 % de pays à faible revenu disposent de plateformes d'apprentissage en ligne. 64 % d'enseignants des pays ayant répondu à l'enquête (quel que soit leur niveau de revenu) ne possèdent pas de compétences numériques suffisantes pour dispenser efficacement l'enseignement en ligne. C'est également le cas de 80 % de parents et de 48 % d'élèves.

Ce Décryptage examine quelques-unes des initiatives pour étendre la connectivité, prises dans le cadre de la Coalition mondiale pour l'éducation, lancée par l'UNESCO le 26 mars. Plus d'une centaine d'institutions des secteurs public et privé ont mis en commun leur expertise pour proposer des solutions rapides, gratuites et adaptées aux pays qui ne disposent pas de technologie, contenus ou compétences nécessaires à l'apprentissage à distance.

📍 *Salle de classe désertée de l'école du village de Los Mixcos (Guatemala) en avril.*

PIC DES FERMETURES D'ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES ET RÉPONSES DE LA COALITION

Sur cette carte montrant l'étendue des fermetures d'établissements scolaires à travers le monde au plus fort de la crise (situation au 17 avril), sont également présentées quelques-unes des actions des membres de la Coalition mondiale pour l'éducation pour soutenir l'enseignement à distance.



Au Liban, l'UNESCO et Education Cannot Wait, avec

le soutien du gouvernement français, ont fourni au ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur des contenus éducatifs numériques. 297 cours vidéo de mathématiques, sciences et français, mis à disposition par Canopé, sont disponibles sur la plateforme en ligne lancée par le ministère.

L'UNESCO et plusieurs partenaires de la Coalition, dont Moodle, Khan Academy et Lark, ont organisé des formations en ligne pour que les enseignants acquièrent les compétences nécessaires à la mise en place des cours en ligne dans cinq États insulaires du Pacifique : Kiribati, Nauru, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa et Tonga.

Aux îles Samoa, Vodafone a fourni à environ 80 000 apprenants une carte SIM d'étudiant gratuite qui comprend un accès illimité aux données 4G sur une série de sites Internet éducatifs agréés.

Au Gabon, l'UNESCO a formé 60 encadreurs pédagogiques du primaire et du secondaire à la conception de cours en ligne et a mis à la disposition du gouvernement les cours produits dans le cadre du projet Former Ma Génération – Gabon 5000.

Locales

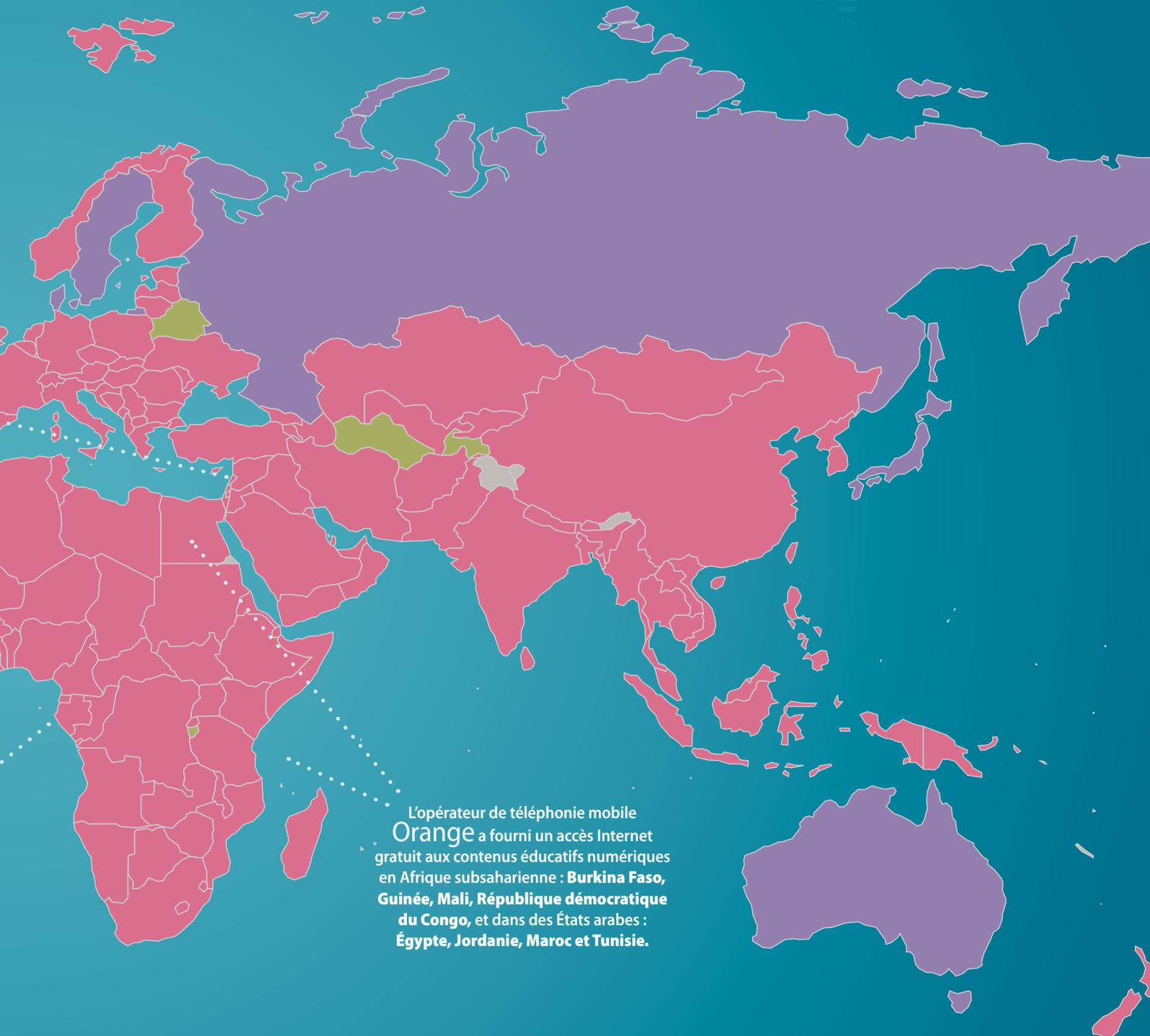
Nationales

Ouvert

→ 1 576 873 546 d'apprenants touchés

→ 90,1 % de l'ensemble des apprenants

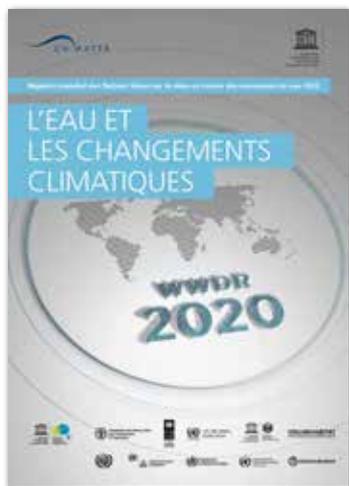
→ 190 fermetures au niveau national



(Les chiffres correspondent au nombre d'apprenants inscrits aux niveaux préprimaire, primaire, secondaire inférieur et secondaire supérieur [niveaux 0 à 3 de la CITE], ainsi qu'aux niveaux de l'enseignement supérieur [niveaux 5 à 8 de la CITE]. Les chiffres des inscriptions sont fondés sur les dernières données de l'Institut de statistique de l'UNESCO.)



Dernières parutions



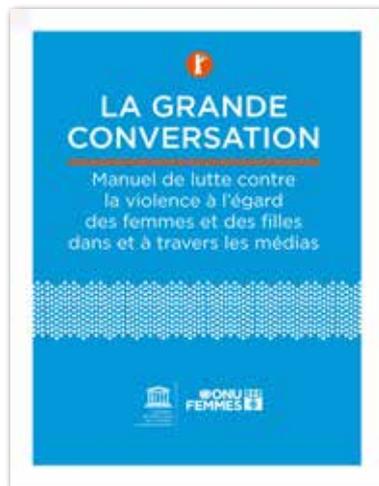
Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau 2020

L'eau et les changements climatiques

ISBN 978-92-3-200197-9
258 pages, 210 x 297 mm, broché, 55 €
Publié par l'UNESCO pour le compte d'ONU-Eau
En vente sur <https://www.dl-servi.com/>

Illustré par des exemples provenant du monde entier, le nouveau *Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau* présente les défis liés aux changements climatiques, et offre des réponses (adaptation, atténuation, résilience renforcée) pour améliorer la gestion des ressources en eau, en atténuant les risques liés à l'eau, et permettre un accès aux services d'approvisionnement en eau et d'assainissement, pour tous et de manière durable.

Coordonné et publié par le Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau de l'UNESCO au nom de l'ONU-Eau, ce rapport est publié chaque année à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau.



La Grande Conversation

Manuel de lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles dans et à travers les médias

ISBN 978-92-3-200196-2
94 pages, 216 x 280 mm, broché
Éditions UNESCO/ONU Femmes
Disponible sur <https://unesdoc.unesco.org>

La violence à l'égard des femmes et des filles est l'une des violations les plus courantes des droits humains. La difficulté majeure reste la persistance d'attitudes, de croyances, de pratiques et de comportements dans la société qui perpétuent les stéréotypes, la discrimination et les inégalités liés au genre.

Ce manuel présente des orientations et des outils à l'attention de toutes celles et tous ceux qui travaillent avec le secteur des médias ou au sein de ce dernier. Car, compte tenu de leur portée unique auprès de la population, les médias sont considérés comme un « point d'entrée » stratégique pour prévenir durablement la violence faite aux femmes et aux filles. En outre, ils ont la capacité d'influencer et de façonner les idées et les perceptions sur ce qui est considéré comme socialement acceptable.



Journalisme, fake news & désinformation

Manuel pour l'enseignement et la formation en matière de journalisme

ISBN 978-92-3-200195-5
128 pages, 200 x 260 mm, broché
Éditions UNESCO/Fondation Hironnelle
Disponible sur <https://unesdoc.unesco.org>

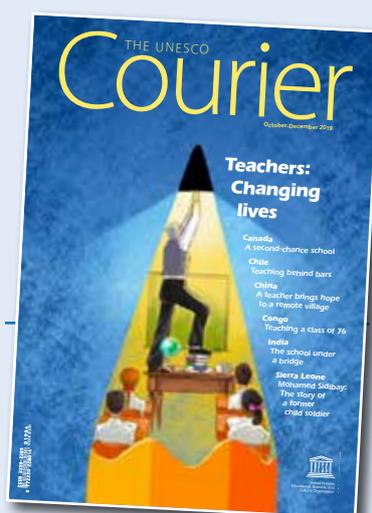
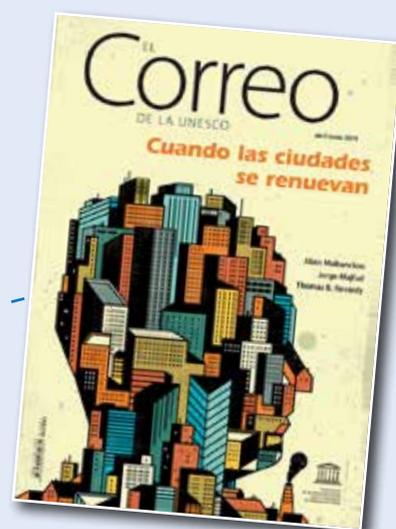
Ce manuel a été rédigé avec la contribution de journalistes, enseignants, chercheurs et intellectuels internationaux de premier plan, engagés dans l'innovation des méthodes et des pratiques journalistiques face aux menaces de la désinformation.

Cette publication vise à fournir un modèle de programme applicable à l'échelle internationale, qui peut être adopté tel quel ou adapté, pour répondre au problème de la désinformation auquel sont confrontées toutes les sociétés en général, et dans le secteur du journalisme en particulier.

Cette publication fait partie de l'Initiative mondiale d'excellence pour l'enseignement du journalisme qui est au centre du Programme international pour le développement de la communication (PIDC) de l'UNESCO.

Plusieurs voix, un seul monde

Le *Courrier de l'UNESCO* est publié dans les six langues officielles de l'Organisation, ainsi qu'en catalan, coréen, espéranto et portugais.



Recevez chaque trimestre
un exemplaire papier
du dernier numéro

1 an (4 numéros) : 27 €

2 ans (8 numéros) : 54 €

La publication ne poursuivant aucun but lucratif,
ce prix couvre uniquement les coûts d'impression.

Abonnez-vous
à la version numérique



100%
GRATUIT

<http://fr.unesco.org/courier/subscribe>

<https://en.unesco.org/courier> • <https://fr.unesco.org/courier>

<https://es.unesco.org/courier> • <https://ru.unesco.org/courier> • <https://ar.unesco.org/courier> • <https://zh.unesco.org/courier>

Suivez-nous sur les réseaux sociaux!

